

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1911

199

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Par Georges ROPITEAU

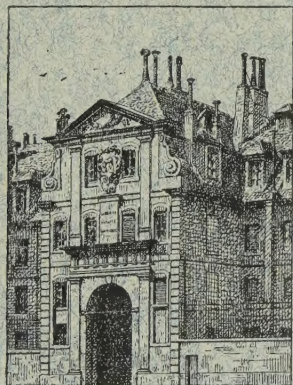
Né à Dijon le 8 mars 1885

Ancien interne de Saint-Lazare

SAINT-LAZARE

HOPITAL-PRISON

Président : M. GILBERT BALLEZ, professeur.



PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE 23

1911

199

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1911

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Par Georges ROPITEAU

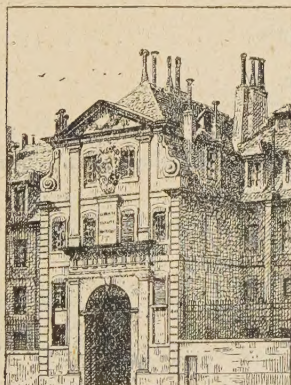
Né à Dijon le 8 mars 1885

Ancien interne de Saint-Lazare

SAINT-LAZARE

HOPITAL-PRISON

Président : M. GILBERT BALLET, professeur.



PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE 23

1911

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.	M. LANDOUZY.
Professeurs	MM.
Anatomie	NICOLAS.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie générale.	GAUTIER.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales	ACHARD.
Pathologie médicale	WIDAL.
Pathologie chirurgicale.	DEJERINE.
Anatomie pathologique.	LANNELONGUE.
Histologie.	PIERRE MARIE.
Opérations et appareils.	PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale	HARTMANN.
Thérapeutique	POUCHET.
Hygiène	MARFAN.
Médecine légale.	CHANTEMESSE.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	THOINOT.
Pathologie expérimentale et comparée	CHAUFFARD.
	ROGER.
	HAYEM.
	GILBERT.
	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	HUTINEL.
Clinique médicale.	
Maladies des enfants.	
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale	GILBERT BALLET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GAUCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.	DEJERINE.
	PIERRE DELBET.
	QUENU.
Clinique chirurgicale.	RECLUS.
	SEGOND.
Clinique ophtalmologique	DE LAPERSONNE.
Clinique des maladies des voies urinaires	ALBARRAN.
	BAR.
	PINARD.
Clinique d'accouchements.	RIBEMONT-DES-SAIGNES.
	POZZI.
Clinique gynécologique.	KIRMISSON.
Clinique chirurgicale infantile	A. ROBIN.
Clinique thérapeutique	

Agrégés en exercice.

MM.			
BALTHAZARD	DESGREZ	LECÈNE	OMBREDANNE
BERNARD	DUVAL (PIERRE)	LENORMANT	PROUST
BRANCA	GOUGEROT	LEQUEUX	RATHERY
BRINDEAU	GREGOIRE	LERI	REITTERER
BROCA (ANDRÉ)	GUENIOT	LŒPER	RICHAUD
BRUMPT	GUILLAIN	MACAIGNE	ROUSSY
CAMUS	JEANNIN	MAILLARD	ROUVIERE
CARNOT	JOUSSET (ANDRÉ)	MORESTIN	SCHWARTZ
CASTAIGNE	LABBÉ (MARCEL)	MULON	SICARD
CHEVASSU	LANGLOIS	NICLOUX	TERRIEN
CLAUDE	LAIGNEL-LAVAS-	NOBÉCOURT	TIFFENEAU
COUVELAIRE	TINE	OKINCZYC	ZIMMERN

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON ONCLE

Le Docteur PAUL ROPITEAU

*qui fut toujours un guide précieux pendant
le cours de mes études médicales.*

A MON PÈRE — A MA MÈRE

A MA GRAND'MÈRE

A MA SŒUR

MEIS ET AMICIS

A Monsieur le Docteur JULLIEN

Professeur agrégé

Chirurgien de Saint-Lazare

Chevalier de la Légion d'Honneur

*notre maître à Saint-Lazare et dont l'enseignement
si captivant nous fut si utile.*

A Monsieur le Professeur GILBERT BALLET

Professeur de clinique des maladies mentales

Médecin de l'Asile Sainte-Anne

Chevalier de la Légion d'Honneur

*Qui nous fit le grand honneur d'accepter la présidence
de cette thèse.*

Nous adressons nos remerciements à tous nos maîtres dans cet art si difficile : tout d'abord à nos maîtres de l'école annexe de médecine navale de Rochefort ; puis à ceux que nous avons eus dans les hôpitaux de Paris : MM. les D^{rs} Faisans, Legendre, Thiroloix, médecins des hôpitaux ; Schwartz, Ledentu, Albarran, chirurgiens des hôpitaux ; Bonnaire, accoucheur des hôpitaux ; à nos maîtres de Saint-Lazare : MM. les D^{rs} Julien et Ozenne, chirurgiens de Saint-Lazare qui nous ont toujours montré la plus grande bienveillance et nous ont aidé de leurs précieux conseils. Enfin que celui qui fut notre maître de tous les jours et nous a plus spécialement enseigné la pratique de la médecine, que notre oncle, le D^r Ropiteau, reçoive ici l'expression de notre profonde gratitude pour toutes les bontés qu'il a toujours eues pour nous.

SAINT-LAZARE

HOPITAL-PRISON

INTRODUCTION

Dans *les Prisons du vieux Paris* Albert Laurent décrit ainsi la condition des prisonnières sous l'ancien régime : « Les femmes incarcérées soit administrativement, soit par jugement d'un tribunal étaient soumises à un règlement fort rigoureux. On leur imposait des travaux très pénibles qui devenaient moins durs si elles témoignaient quelque repentir de leur conduite. Elles étaient grossièrement vêtues de tiretaine et de sabots ; elles couchaient sur une pailleasse et on ne leur donnait qu'une maigre couverture. Pour toute nourriture, on leur distribuait du pain, de la soupe et de l'eau ; elles y ajoutaient d'autres aliments, si elles avaient en poche quelques sous, fruit de leur travail. Si elles commettaient une faute légère, on les punissait en les mettant au cachot ; dans les cas les plus graves, la coupable était enfermée dans un cabanon ténébreux qu'on appelait la malle, on devine pourquoi, et qui rappelait les in-pace du moyen âge... Celles qui étaient condamnées par la justice étaient marquées au fer rouge... Enfin on flagellait souvent les malheureuses et le fouet jouait un grand,

un terrible rôle. » Tout cela maintenant nous paraît bien lointain. Le sort des prisonniers a changé, la science carcéraire a évolué. Par un humanitarisme peut-être excessif et depuis que le principe de l'emprisonnement cellulaire est adopté, on a construit des palais, au lieu des prisons noires et tristes de jadis ; l'hygiène a imposé ses exigences ; les cellules de Fresnes, par exemple, ont presque l'aspect d'une salle d'opérations et sont pourvues du tout à l'égout. Pour certains vagabonds, dénués de tout, la prison représente un refuge sûr où ils tâchent par un délit quelconque d'entrer pour y passer l'hiver.

A vrai dire, toutes les maisons de détention françaises ne sont pas organisées sur le type de la prison de Fresnes qui est de construction toute récente. Beaucoup sont encore installées dans de vieux bâtiments construits autrefois dans ce but ou aménagés à cet usage et c'est là le cas de la prison Saint-Lazare. Les améliorations et les modifications nécessaires ont adapté cet ancien couvent des Lazaristes à sa fonction actuelle et l'on a ainsi fait une prison de femmes, parfaitement utilisable. Si l'on met à part le Dépôt et la Conciergerie, c'est la seule maison de ce genre réservée aux femmes, à Paris, et c'est de ce fait, un organisme infiniment complexe.

Durant nos deux années d'internat, nous avons pu voir et juger par nous-même, et il nous a semblé que les flots d'encre que Saint-Lazare a fait couler, les protestations indignées qu'il a soulevées, les méfaits dont on l'a chargé, tout cela est bien exagéré. Néanmoins sa démolition est toujours à l'ordre du jour, ardemment souhaitée par beaucoup. Est-ce à dire que sa disparition soit toute proche ? C'est ce que l'avenir nous dira.

Nous avons voulu, dans les lignes qui vont suivre, dire ce que nous avons pu apprendre sur Saint-Lazare, retracer brièvement son histoire, décrire sa disposition, et ses locaux, montrer le fonctionnement de son important service médical, exposer les conditions dans lesquelles s'y trouvent les détenues tant au point de vue physique qu'au point de vue moral ; enfin il nous a paru intéressant de consacrer un chapitre à l'étude des œuvres de relèvement, œuvres admirables et belles qui, si elles ne touchent pas chaque fois au but, parviennent pourtant à sauver un grand nombre de femmes qui seraient perdues sans elles.

I

Aperçu historique

La date de la fondation de Saint-Lazare n'est pas fixée de façon certaine. Ce que déclarent d'une manière unanime tous les auteurs, c'est que Saint-Lazare existe au ^x^e siècle. La question est également très controversée de savoir qui a fondé Saint-Lazare : pour les uns, ce serait le fait de particuliers, pour les autres, il serait de fondation royale. Ce qui paraît établi c'est que, dès son origine, ce fut une léproserie. Cette maison jouissait de faveur royale : c'est ainsi que, en 1147, Louis le Jeune, avant de partir aux croisades, se rend à Saint-Lazare pour y visiter les ladres. D'ailleurs un bâtiment spécial, appelé le « logis du roy » y était aménagé ; avant le sacre, le roi y séjournait pendant vingt jours et comme la maladrerie se trouvait sur la route de Paris à Saint-Denis, il s'y arrêta fréquemment ; les porteurs de son cercueil y faisaient halte et s'y reposaient. Mais ce ne sont pas là les seules marques de la considération royale : en 1110, Louis le Gros, pour le repos de son âme avait institué la « Foire de Saint-Ladre » au profit des malades de Saint-Lazare ; à la fin du ^{xii}^e siècle cette foire est rachetée aux religieux moyennant une rente

de 300 livres (1), et elle est transférée aux Halles tout en conservant son nom ; plus tard elle fut remplacée par la foire de Saint-Laurent. Comme autres privilèges, la maladrerie était exempte du droit de prise et possédait deux bourgeois exempts d'impositions. Elle était également protégée par les Papes, et enfin de nombreuses donations particulières venaient encore l'enrichir.

Ainsi la maladrerie de Saint-Lazare de Paris devient une des plus puissantes maisons de ce genre. Elle n'est pas placée sous l'autorité royale, mais sous la dépendance épiscopale et c'est l'évêque Fouques de Chanac qui, en 1348, lui donne ses statuts. A cette époque, les frères de Saint-Lazare sont seigneurs haut-justiciers et possèdent, en outre, la juridiction ecclésiastique sur le village de La Villette. Ne sont admis que les lépreux nés à Paris, et dont les parents sont également originaires de Paris. Exception est faite cependant, en vertu d'un contrat spécial, en faveur des religieux lépreux de l'abbaye de Sainte-Geneviève et en faveur aussi des talmeliers ou boulangers de Paris, leurs femmes, leurs enfants et leurs serviteurs ; pour ces derniers ce privilège provenait de ce que, pendant une année de disette, les boulangers avaient pris l'engagement de donner à perpétuité un denier par semaine à Saint-Lazare, rente qui fut par la suite convertie en une prestation en nature ; les boulangers respectèrent d'ailleurs fidèlement leur convention. Les malades que l'on reçoit à Saint-Lazare sont de deux sortes : les pauvres y sont

1. Cette rente fut payée jusqu'au x^ve siècle, époque à laquelle les guerres qui avaient épuisé le Trésor en amenèrent la suspension.

admis et traités par charité ; les riches paient ; quelques-uns même vivent à part, mais dans l'enclos de Saint-Lazare. Malgré ces restrictions apportées au recrutement des malades, ceux-ci sont toujours en très grand nombre ; et souvent, ils sont appelés à examiner des personnes suspectes de lèpre. On leur envoie même parfois, de très loin, des malades afin qu'ils jugent de leur état.

Après avoir connu de beaux jours, la léproserie de Saint-Lazare eut fort à pâtir de la guerre de Cent Ans ; mais la bienfaisance royale et l'habile direction des prieurs successifs la sauvèrent pourtant de la ruine. Cependant au ^{xvii}^e siècle, elle va disparaître. D'ailleurs, dès le ^{xv}^e siècle déjà on n'y soignait plus de lépreux et s'il en restait encore quelques-uns, c'était en quelque sorte par curiosité qu'on les gardait et aussi pour justifier les donations. En 1632, la maison est cédée à saint Vincent de Paul qui y installe la congrégation de la Mission : c'est d'ailleurs pour cette raison que les membres de cette congrégation sont appelés communément des Lazaristes. Ce sont eux qui, à la fin du ^{xvii}^e siècle, construisirent les bâtiments qui existent encore actuellement. La Mission fit de Saint-Lazare une maison de correction et, s'il faut en croire les mémoires de l'époque, ces prêtres s'acquittaient au mieux de leur tâche car voici ce qu'écrivait à ce sujet un contemporain, Sauval : « Depuis que les Missionnaires sont à Saint-Lazare ils les (les enfants vicieux) reçoivent et les traitent comme des enfants de bonne maison. Ils ne les remettent point entre les mains de leurs parents qu'en état de leur obéir et de mener une vie régulière ; en un mot, ils s'en acquittent si bien qu'on ne met presque plus ailleurs les

enfants de Paris dont les actions déshonorent leur famille. » Pourtant, le chevalier des Grieux, dans le roman de l'abbé Prévost, est enfermé à Saint-Lazare et il ne paraît pas s'être amendé beaucoup à la suite de ce séjour ; mais c'est là du roman, et peut-être le héros de *Manon Lescaut* ne fut-il qu'une exception. On ne mettait pas que des enfants et de tout jeunes gens à Saint-Lazare ; c'était également une prison pour les fils prodigues. A la suite du succès retentissant du *Mariage de Figaro* qui déplaisait à la Cour, Beaumarchais y fut incarcéré en 1785 ; mais cette arrestation ayant soulevé des protestations unanimes, le roi qui l'y avait fait enfermer le fit relâcher au bout de cinq jours. Beaumarchais a raconté que son ordre d'arrestation fut écrit de la main du roi, au dos d'une carte à jouer.

La Mission resta à Saint-Lazare jusqu'à la Révolution ; elle était devenue fort riche et puissante et elle possédait d'immenses terrains. C'est pourquoi le 13 juillet 1789, la veille de la prise de la Bastille, Saint-Lazare est mis au pillage et la plus grande partie des terrains est vendue comme biens nationaux. A la suite de ce pillage, les Missionnaires quittent Saint-Lazare, mais un grand nombre d'entre eux y revient peu après pour y rester jusqu'à la Terreur, époque à laquelle le couvent est désaffecté et devient une prison pour suspects. C'était au début, une prison assez douce où les prisonniers étaient bien traités jusqu'au jour où Robespierre y envoya le fameux Vernet qui se plaisait à torturer les malheureux qui étaient sous ses ordres. « Depuis cette époque, peut-on lire dans un almanach publié en l'an III, les prisonniers ont souffert horriblement, une nourriture aussi malsaine que dégoûtante, du pain abomina-

ble, du vin falsifié et empoisonné, causaient une foule de maladies dangereuses ; ceux qui échappaient à la mort n'échappaient pas à la faim qui était ordinairement très aiguë ; ajoutez à cela les terreurs que Vernet jetait dans l'âme des détenus et vous aurez une idée de leur triste position. » Malgré tout la plupart supportaient vaillamment leur captivité, et pour l'adoucir on se livrait à la poésie : c'est à Saint-Lazare que, entre autres prisonniers de marque, André Chénier composa « La jeune Captive », L'« Ode à mon frère » et tous ses « Iambes ». D'autres avant de marcher à l'échafaud faisaient leurs adieux à la vie en une pièce de vers. Dans ce genre est la suivante que le général Beysser composa après sa condamnation :

Amis, la marche va s'ouvrir.
Ah ! plus de regards en arrière,
Déjà d'autres ont su courir
Avant nous la même carrière,
Sous la faux cruelle du temps
Tombent les vertus et les crimes
Et nous sommes aux mêmes instants
Spectateurs, acteurs et victimes.

Et cela se chantait sur un air à la mode. D'autres encore, satiristes impénitents, faisaient des couplets sur les événements du jour :

Danton au bord du Styx.

Lorsqu'arrivés au bord du fleuve Phlegeton
Camille Desmoulins, Desglantines, Danton
Payèrent, pour passer, cet homme redoutable,
Le nautonier Caron, citoyen équitable,

A nos trois passagers voulut remettre en mains
L'excédent de la taxe imposée aux humains :
Garde, lui dit Danton, la somme tout entière,
Je paie pour Couthon, Saint-Just et Robespierre.

La raillerie, en France, ne perd jamais ses droits et on peut la retrouver jusque dans les périodes les plus troublées de l'histoire.

C'est le Consulat qui a donné à Saint-Lazare sa destination actuelle. Depuis cette époque, c'est une prison pour femmes; c'est en même temps, depuis 1836 l'hôpital des prostituées et c'est également un hospice. Pendant la Révolution de 1848 et sous la Commune, Saint-Lazare eut encore à souffrir des fureurs de la populace. Bien des fois aussi il fut question de le démolir, mais la vieille bâtisse subsiste toujours. Sur le fronton flotte encore le drapeau tricolore, au-dessous duquel on peut lire ces mots : Maison d'arrêt et de correction.

II

Les locaux. Les services médicaux

A l'heure actuelle, la prison Saint-Lazare a une double fonction. Tout d'abord, c'est une prison de droit commun et c'est ensuite le lieu de détention pour les filles inscrites à la préfecture de police, ainsi que pour les insoumises arrêtées par le service des mœurs. C'était également une maison de correction pour les jeunes filles, mais maintenant Saint-Lazare ne les reçoit plus et d'autre part la correction paternelle qui fournissait autrefois un assez fort contingent est supprimée depuis 1889. Il y a donc, au point de vue administratif, deux sections : la première section ou section judiciaire et la deuxième section ou section administrative. Ces deux sections sont d'ailleurs entièrement distinctes et les femmes de l'une ne peuvent avoir aucune communication avec celles de l'autre.

Dans la première section sont les femmes prévenues et celles qui, jugées, sont condamnées à une peine de moins d'un an ; celles qui ont à subir une peine supérieure y attendent leur transfert dans une maison centrale. A cette section est rattachée une infirmerie de 100 lits qui est appelée infirmerie normale, et une crèche qui peut contenir 50 enfants avec leurs mères. Outre

le service de l'infirmerie, le médecin fait également la visite des femmes qui sont au régime commun de la prison, celles-ci peuvent se présenter chaque matin à la visite médicale où elles sont examinées et où il est statué sur leur cas : soins dans l'atelier ou les cellules pour les cas bénins, entrée à l'infirmerie pour les cas plus graves. En outre, une fois par semaine, il est procédé à la visite générale des ateliers. Il y a donc là un service assez actif et très varié puisqu'on peut y voir tous les cas de la pratique médicale.

Au point de vue des locaux, l'infirmerie de la première section est bien conditionnée. On y accède par un large couloir sur lequel s'ouvrent deux rangées de cellules. C'est là que se trouve le cabinet médical, vaste, bien aéré et éclairé, contenant le matériel nécessaire pour l'examen médical. Il y a en outre, une salle d'opérations, une pharmacie, une grande salle où les prisonnières viennent recevoir des injections, une cuisine. La salle affectée aux malades se trouve située à l'extrémité de ce couloir. Il y a également cinq cellules pour isoler les malades dont l'état réclame cette mesure spéciale. Chaque cellule est destinée à une seule malade mais renferme également un second lit pour y mettre une garde en cas de besoin. Ces cellules cubent de 33 à 36 mètres. A l'étage au-dessus, se trouve une autre grande salle mais plus basse que la précédente au-dessus de laquelle elle est exactement placée. C'est en face que se trouve la crèche. En sous-sol se trouvent les bains.

A l'infirmerie on ne fait aucune séparation entre les prévenues et les condamnées, ou jugées, comme on dit par euphémisme à Saint-Lazare. Il en va autrement

pour les femmes valides ; les unes et les autres sont logées dans des bâtiments distincts ; de plus on fait encore une sélection parmi les prévenues ; les femmes en carte arrêtées pour un délit de droit commun sont séparées des autres. Les locaux qui sont affectées aux prisonnières sont des ateliers pour le travail dans la journée, des cellules pour la nuit. Il y a 2 ateliers de prévenues et 6 pour les jugées. Ces ateliers contiennent environ de 80 à 100 femmes et ont en moyenne 500 mètres cubes. Quant aux cellules, elles sont faites pour loger 4 ou 7 femmes, travaillant dans le même atelier ; elles ont de 36 à 50 mètres cubes. Chaque cellule a au moins une grande fenêtre. Il y a en outre un dortoir de prévenues contenant environ 100 femmes.

Si la première section est avant tout une prison à laquelle est annexée une infirmerie, au contraire la deuxième section est surtout un hôpital : c'est là que sont envoyées les filles reconnues atteintes de maladies vénériennes à la visite médicale du dispensaire de salubrité. L'infirmerie comporte plus de 300 lits et est divisée en 5 services : 3 services de médecine et 2 de chirurgie. Tous ces services sont rassemblés dans un même corps de bâtiment qui a été construit en 1836 par l'architecte Baltard, et fut inauguré peu de jours après l'hôpital de Lourcine. Il encadre une cour qui sert de cour de récréation aux malades, dont un des côtés est formé par la Chapelle. C'est un bâtiment à 3 étages avec 2 ailes latérales de 2 étages. Le rez-de-chaussée de la portion centrale est affecté à la pharmacie, la salle de bains, la lingerie, etc. Les étages sont occupés chacun par 5 salles de malades de 20 lits chaque ; les salles sont éclairées par 4 fenêtres, 2 sur la

cour intérieure et 2 sur le chemin de ronde ; elles sont très vastes. Le premier étage est affecté aux filles soumises, le deuxième aux filles insoumises et le troisième aux filles mineures en correction qui, reconnues atteintes de maladies vénériennes, sont soignées à Saint-Lazare ; ces dernières sont toutes affectées au même service. Dans les ailes se trouve le cabinet de visite médicale, auquel est attenante une salle de malades réservée aux cas plus graves demandant une surveillance plus grande ; chacune de ces salles comporte un nombre de lits variable avec chaque service mais qui est d'une dizaine en moyenne. Le rez-de-chaussée de l'aile gauche est occupé par une salle d'incurables ; ce sont d'anciennes filles dénuées de toute ressource qui ont demandé à être envoyées là ; le langage administratif les désigne sous le nom d'hospitalisées.

Les différents services de la deuxième section reçoivent les nouvelles malades à tour de rôle, chacun ayant son jour de réception ; mais il faut remarquer qu'une malade qui a déjà été auparavant dans un service y retourne toujours à chacun de ses séjours. Ce fait est particulièrement intéressant parce qu'il permet de suivre les malades et de savoir de façon précise les accidents qu'elles ont déjà présentés et le traitement suivi.

Outre les filles malades à l'infirmerie, la deuxième section est habitée également par des femmes que la préfecture y envoie pour des infractions à la police des mœurs : ce sont les filles des cours. Celles-ci sont logées dans de grands dortoirs qui sont souvent insuffisants et dont les conditions hygiéniques sont bien inférieures aux cellules de la première section ; elles

travaillent la journée dans des ateliers identiques à ceux du quartier judiciaire. Ces ateliers sont au nombre de deux. Avant que ces filles soient mises en liberté, elles sont toutes examinées par le médecin qui doit conserver à l'infirmerie celles qu'il trouve atteintes de maladies vénériennes. Une salle spéciale est affectée à cette visite :

En même temps que les services de Saint-Lazare, il convient de mentionner le laboratoire. Il est composé d'une seule pièce haute et pourvue de deux fenêtres et possède un cabinet noir. A défaut de la libéralité administrative, l'initiative privée des médecins et des chefs de laboratoire a su en faire un laboratoire assez bien monté et suffisant pour les besoins de la clinique journalière. Il est pourvu d'un ultra-microscope et l'on y pratique couramment la réaction de Wassermann. Le laboratoire est un laboratoire central, commun à tous les services.

Tout près du laboratoire, une salle spéciale est affectée aux médecins, elle leur sert de salle de réunion et c'est en même temps la bibliothèque médicale ; cette bibliothèque reçoit régulièrement un grand nombre de journaux médicaux ; elle contient une quantité assez considérable de volumes de médecine et possède plusieurs moulages (1), légués par d'anciens médecins de Saint-Lazare ; l'un d'eux a également fait don d'un droguier qui orne l'une des vitrines.

Dans le chemin de ronde se trouve la salle des morts

1. Il y a également de nombreux moulages dans le service de notre maître, M. le Dr Jullien.

et l'amphithéâtre d'autopsies qui est dans un état de délabrement absolu : les fenêtres n'ont pas de carreaux, la porte ne joint pas et il est impossible de s'y laver les mains ; en hiver il y règne un froid glacial et il résulte de ces conditions déplorables que les autopsies ne sont pas pratiquées très fréquemment à Saint-Lazare ; cela est regrettable, car la salle des vieillards possède bien des cas intéressants et, d'autre part, il est possible, le plus souvent, grâce aux séjours antérieurs dans un même service, de reconstituer tout le passé pathologique de ces malades.

Aux termes du règlement ne peuvent être autopsiés que les cadavres non réclamés par leur famille. L'administration pénitentiaire se montre donc plus stricte que celle des hôpitaux puisque celle-ci demande une opposition formelle de la famille. Dans la pratique pourtant, nous n'avons jamais rencontré d'obstacles lorsque nous avons voulu nous livrer à des examens cadavériques.

Enfin, annexé à Saint-Lazare est le dispensaire Tous-saint-Barthélemy. Il a été construit dans les locaux dépendant de la prison mais n'offre aucune communication avec elle. Il a été fondé à la fin de 1905 par le conseil général pour soigner les maladies vénériennes. Des consultations y sont données tous les matins sans exception et tous les soirs sauf les mercredis, dimanches et jours fériés, aux indigents. Il se compose de deux salles d'attente, une pour les femmes, l'autre pour les hommes et d'une grande salle de consultations.

Saint-Lazare est alimenté par l'eau de la Vanne. Il ne possède pas, comme la prison de Fresnes, le tout à l'égout ; c'est encore le système du trou à la turque

avec clapet, il y a 14 fosses qui sont de différent modèle et se décomposent ainsi qu'il suit :

9 fosses à tinette filtrante ;

4 fosses fixes ;

1 fosse à tinette non filtrante.

C'est là un des points faibles de Saint-Lazare qui, par ailleurs, est installé dans d'assez bonnes conditions d'hygiène.

Pour finir, nous ajouterons que Saint-Lazare contient la boulangerie centrale et l'économet central des prisons de la Seine. Un chemin de ronde très vaste entoure les locaux disciplinaires. Dans ce chemin de ronde sont plantés de beaux arbres et à l'extrémité se trouve un jardin très ombragé. On ne se croirait pas à Paris, ni dans une prison lorsqu'on se promène en cet endroit. D'ailleurs la prison Saint-Lazare n'est pas ce monument triste et désolé qui a subi tant d'attaques et qui fait la consternation des habitants du quartier : On y trouve quelques souvenirs archéologiques très intéressants, parmi lesquels nous citerons un vieux cadran solaire et une superbe rampe en fer forgé. Il y a également des souterrains mais qui ne sont pas entièrement déblayés. L'existence de ces souterrains préoccupait vivement certains communards ; ils croyaient que les sœurs Marie-Joseph, de Saint-Lazare, pouvaient, par cette voie, communiquer avec leur maison mère à Argenteuil. Est-il besoin de dire qu'il n'y avait rien de fondé dans cette croyance. Ce sont les travaux de voirie qui avaient été exécutés pour les égouts à la fin de l'Empire qui avaient accrédité, dans le populaire, cette croyance à l'existence de nombreux passages souterrains sillonnant Paris.

Ce n'est pas sans une certaine mélancolie que nous songeons que bientôt peut-être la pioche des démolisseurs abattra ces vieilles pierres qui renferment tant de souvenirs du passé pour les remplacer par de hautes maisons de rapport!

III

Le personnel médical. L'enseignement médical

A chacun des services dont nous avons parlé précédemment est attaché un médecin, mais, là encore, la séparation existe entre chacune des deux sections. A la première section, le chef de service est nommé au choix par le ministre de l'Intérieur, tandis que, pour la deuxième section il y a un concours. En outre de la visite des malades, le médecin de la première section a un rôle administratif assez considérable : il doit donner son avis sur l'opportunité du transfert des prisonnières et des certificats lui sont réclamés en maintes circonstances. Il est assisté par un interne. En cas d'absence ou de maladie du chef de service, il est remplacé par un des médecins adjoints nommés également au choix par le ministre. Il y a comme personnel subalterne une première panseuse qui est choisie parmi les condamnées et qui assure le service d'infirmière ; elle est aidée par des filles de service également prises parmi les condamnées.

Une décision ministérielle de janvier 1911 apporte une modification dans le service médical de la première section. A l'avenir il y aura deux services, l'un formé

uniquement des vénériennes et l'autre pour tous les autres cas. Il y aura donc un autre chef de service choisi également par le ministre.

Si le recrutement des médecins de la deuxième section se fait maintenant par voie de concours, il n'en a pas toujours été de même. Avant 1870, il n'y avait pour cette infirmerie que deux médecins choisis sur titres. Quelques années après leur nombre fut porté à trois. A ce moment, le mode de recrutement étant le même pour les deux sections, il leur était loisible de passer du service de la première section dans un service de la deuxième section, ce qui est impossible actuellement. Selon un vœu émis par la première commission pour la prophylaxie de la syphilis, un arrêté ministériel du 12 décembre 1888 institue le concours comme base de la nomination et crée deux nouveaux postes qui sont attribués à des chirurgiens. Avant que cette décision fut prise, on avait mené campagne pour que le principe du concours étant admis, ces postes fussent attribués à des médecins et chirurgiens du bureau central. Mais les autorités compétentes ne sont pas entrées dans ces vues et le concours est autonome et distinct de celui des hôpitaux.

Il y a donc maintenant trois médecins et deux chirurgiens titulaires, plus un médecin et un chirurgien adjoint, chargés des remplacements.

Chaque chef de service est assisté d'un interne. Les internes sont nommés au concours pour une période de deux ans. Cet état de choses n'existe que depuis la circulaire que nous venons de citer. Pour eux également, on aurait voulu qu'ils fussent pris parmi les internes des hôpitaux mais, là encore, c'est un concours spécial. Ces internes sont au nombre de six et, en outre de leur

service, ils assurent à tour de rôle la garde dans la prison. Ces internes sont logés mais non nourris. La salle de garde est ornée de fresques très pittoresques représentant les maladies vénériennes en caricature et contient également des souvenirs offerts par quelques prisonnières célèbres. Depuis 1910 une association groupe les internes et anciens internes de Saint-Lazare.

Dans chaque service se trouve une panseuse qui est une ancienne fille à qui on a appris le métier d'infirmière ; dans chaque salle est une fille de service ; les écritures et autres menues besognes sont faites par une malade, que, dans la maison, on appelle du nom expressif de « cahiette ». C'est une fonction assez recherchée des malades sachant un peu lire et écrire car elle apporte quelque douceur à leur situation.

Le laboratoire est placé sous la direction d'un chef de laboratoire et comporte également un garçon de laboratoire.

Au dispensaire le service est assuré à tour de rôle par les différents médecins de la deuxième section, un assistant de consultation et leur interne. Il y a également une infirmière et un employé chargé de tenir les écritures et les fiches des malades.

Le service pharmaceutique est assuré par un pharmacien nommé au choix. Il est aidé par une sœur affectée spécialement à cette fonction.

Saint-Lazare possédant des malades en quantité suffisante et un personnel médical nombreux, il est tout naturel que l'on ait songé à y faire de l'enseignement. En 1888, à la commission pour la prophylaxie de la syphilis, certains médecins, entre autres le professeur Fournier, avaient émis le vœu que tous les étudiants fissent

obligatoirement pendant leur quatrième année d'études, un stage dans un service de maladies vénériennes, Saint-Lazare étant l'un de ceux où il comptait envoyer ses stagiaires. Il avait fait cette proposition en songeant que si les médecins connaissaient mieux la syphilis, il leur serait plus aisé de la découvrir sous les multiples formes où elle se cache et que cela serait un élément de prophylaxie très important. Cette idée de l'éminent syphiligraphe eut pour résultat l'adjonction à la circulaire ministérielle de 1888 d'un paragraphe qui prévoyait l'admission possible d'étudiants de dernière année dans les services de Saint-Lazare, à condition que leur nombre n'excédât pas dix par service : le ministre prévoyait même le cas où cette demande serait adressée par des étudiantes et réservait sa décision à ce sujet. La Faculté n'envoyant pas de stagiaires, les étudiants ne profitèrent guère de cette latitude et, durant notre internat, nous n'avons jamais vu qu'aucune autorisation de cette sorte eût été sollicitée.

Pourtant les médecins de Saint-Lazare ont fait des cours libres, mais malgré la circulaire ministérielle, il y avait encore un assez grand nombre de formalités que beaucoup avaient la paresse de remplir. D'autre part, ces cours qui avaient lieu non dans les services, mais dans une salle spéciale avec présentations de malades et de moulages, il est vrai, n'en étaient pas moins des cours théoriques et il n'était guère possible d'y faire véritablement des leçons cliniques. Ces cours sont tombés en désuétude et ils ne sont plus professés depuis plus de deux ans. C'est alors qu'un des médecins de Saint-Lazare qui venait d'être titularisé, M. Emery, songea à utiliser le dispensaire Toussaint-Barthélemy

dont l'entrée est indépendante de celle de la prison et qui, par suite, n'est pas gardée par une consigne sévère.

Il s'inspirait du succès obtenu par les conférences faites à la polyclinique de l'hôpital Cochin annexe par MM. Hudelo et Queyrat. C'est ainsi que furent fondés des cours qui eurent lieu une fois par semaine à la consultation du soir. Ces leçons attirèrent un grand nombre d'auditeurs. Nous avons été surpris de constater la présence en quantité dominante d'étrangers parmi les assistants et nous regrettons que les étudiants français se soient un peu désintéressés de cette tentative qui est très séduisante et peut aboutir aux meilleurs résultats, étant donné que le dispensaire de Saint-Lazare possède une richesse et une variété cliniques considérables. Nous espérons que cette entreprise ne sera pas perdue et qu'elle ne fera, au contraire, que s'accroître par la suite.

IV

Les Détenues

1° Le régime auquel elles sont soumises.

L'emploi du temps des femmes enfermées à Saint-Lazare est réglé administrativement. Cependant les prévenues ne sont pas astreintes à une règle aussi stricte que les jugées : moyennant une faible redevance, 0 fr. 20 par jour, elles sont logées dans des cellules spéciales appelées « pistoles » (1), elles ont du feu, peuvent se lever à l'heure qui leur plaît et ne sont pas astreintes au travail en atelier ; elles peuvent se faire apporter leur nourriture du dehors ; elles jouissent ainsi d'une liberté relative que certaines emploient à préparer mûrement leur défense ou à écrire leurs mémoires.

Pour les autres détenues, la journée se décompose ainsi qu'il suit :

Onze ou treize heures d'atelier suivant la saison ;

Deux heures de récréation (repas compris) ;

1. Cette dénomination vient de ce que sous l'ancien régime les femmes en prison qui en avaient le moyen payaient au concierge une pistole au moins, quelquefois plus, par mois afin d'avoir, durant leur séjour, une chambre et une nourriture convenables.

Onze ou neuf heures de repos en cellule suivant la saison.

Cet emploi du temps est le même pour les femmes de la première section et celles de la deuxième section qui ne sont pas à l'infirmerie. Le travail auquel elles sont employées est aussi le même : ce sont des travaux de couture assez grossiers consistant principalement à ourler des draps de grosse toile ; quelques-unes peuvent faire des travaux de lingerie plus fine et sont mieux rémunérées. Le travail ainsi imposé aux prisonnières de Saint-Lazare n'est donc ni malsain, ni pénible et comme les ateliers sont dans des conditions hygiéniques suffisantes, il n'est pas étonnant que l'état sanitaire soit bon. Un seul atelier, celui de la matelasserie, offre quelques inconvénients au point de vue hygiénique : d'abord il est humide et bas et il est toujours rempli de poussières. Aussi les femmes qui y sont affectées (des condamnées uniquement) peuvent avoir une ration de vivres supplémentaire, un salaire plus élevé et, de plus, elles sont changées tous les quinze jours. Le travail est payé à la tâche et peut arriver à produire 2 francs à 2 fr. 50 par jour.

Tous les actes de la vie des prisonnières s'exécutent sous la surveillance des sœurs. Ces sœurs appartiennent à l'ordre de Marie-Joseph. Les gardiens n'ont à assurer la police intérieure que dans des cas exceptionnels. D'ailleurs les prisonnières, en général, obéissent et craignent les sœurs.

Les détenues reçoivent un costume spécial. Toutefois les détenues et les filles des cours de la deuxième section conservent leurs vêtements personnels. A la première section l'uniforme consiste en une robe et un

bonnet marrons ; à l'infirmerie de la deuxième section, il est composé d'une robe bleue à raies noires et d'un bonnet noir. Toutes portent, en outre, un fichu croisé sur la poitrine. Malgré une croyance encore très répandue dans le public, on ne coupe plus les cheveux des femmes de Saint-Lazare.

Le matériel de couchage se compose d'une couchette en fer pour l'infirmerie, de planches en bois montées sur des tréteaux de fer pour les autres. Toutes ont une pailleasse, un matelas, deux draps et une ou deux couvertures.

Un parloir spécial est affecté aux personnes autorisées à voir les détenues. C'est une sorte de long couloir divisé en trois parties par deux grillages : un gardien se tient dans le compartiment du milieu tandis que prisonnières et visiteurs sont respectivement parqués dans l'un des deux autres. Aucune visite n'est autorisée pour les filles en carte. Les trois autres catégories : prévenues, condamnées, insoumises, peuvent être vues deux fois par semaine pendant trois quarts d'heure, chacune à des jours différents. L'autorisation de visite peut être donnée aux parents et amis des prévenues par le juge d'instruction, aux parents seulement des condamnées par le préfet de police, des insoumises par le bureau des mœurs. En cas de maladie grave mettant la vie en danger, une autorisation spéciale de voir la malade à l'infirmerie peut être donnée aux parents.

Les avocats confèrent avec leurs clientes dans une salle appelée le parloir des avocats.

La correspondance des détenues est lue au greffe, sauf celle de l'avocat, elles ne peuvent correspondre qu'avec leurs proches parents ou tuteurs et une fois

par mois seulement. Les détenues politiques seules ont droit à la liberté absolue de correspondance sans que celle-ci soit visitée.

Les repas sont pris dans un réfectoire en même temps pour toutes les femmes d'une même catégorie. Le réfectoire est unique pour toute la prison mais on arrive à éviter la fusion par des services à des heures différentes et aussi par un ingénieux système de portes verrouillées. La durée des repas est de vingt minutes. Il y a deux types de régimes pour les femmes valides : le régime gras qui est servi le dimanche seulement, et le régime maigre pour tous les autres jours. Voici les rations alimentaires que chacun d'eux comporte :

1° Régime gras.

Pain bis.	800 grammes
Viande de bœuf.	200 —
Légumes frais.	10 —
Oignons.	10 —
Pommes de terre.	300 —
Graisse	3 —
Sel	10 —
Poivre à raison de 3 grammes pour 100 rations.	
Caramel à raison de 50 grammes pour 100 rations.	

2° Régime maigre.

Pain bis.	800 grammes
Légumes frais tous les jours.	100 —
Légumes secs (lundi, mercredi, vendredi) . . .	130 —

Distributions alternatives	{	Haricots blancs . . .	130	—
		Riz (jeudi).	80	—
		Lentilles (samedi) .	130	—
		Pois (mercredi) . .	130	—
Pommes de terre (mardi, vendredi, dimanche) .		300	—	
Graisse		8	—	
Sel.		10	—	
Purée de haricots blancs (tous les jours sauf le dimanche)		10	—	

Or, d'après les physiologistes la ration d'entretien qui convient aux prisonniers est suffisante si elle comporte en moyenne, par jour, 11 à 12 gr. 5 d'azote et 230 à 270 grammes de carbone. Si nous recherchons quelle est la valeur en ces deux éléments des rations alimentaires que nous venons de citer, ramenées à leurs éléments constituants principaux, voici ce que nous allons trouver :

Pour le régime gras :

Aliments	Quantités	Quantités correspondantes	
		d'azote	de carbone
Pain bis.....	800 gr.	10 gr. 6	240 gr.
Viande de bœuf.....	200 —	6 —	22 —
Pommes de terre.....	300 —	1 —	33 —
Total.....	»	17 gr. 6	295 gr.

Le régime maigre comporte deux types l'un avec légumes frais et pommes de terre, l'autre avec légumes frais et légumes secs. Il convient de remarquer que 80 grammes de riz sont équivalents, comme valeur alimentaire, à 130 grammes des autres légumes secs. Nous avons donc :

	Aliments	Quantités	Quantités correspondantes	
			d'azote	de carbone
1 ^{er} Type	Pain.....	800	10,6	240
	Légumes frais.....	100	4	43
	Pommes de terre.....	300	1	33
	Total.....	»	15 6	316
2 ^e Type	Pain.....	800	10,6	240
	Légumes frais.....	100	4	43
	Légumes secs.....	130	4,94	55,9
	Total.....	»	19,54	338,9

Ces simples tableaux montrent que, au point de vue strict des équivalents caloriques, le régime alimentaire fourni aux détenues de Saint-Lazare est très suffisant. Mais dans l'alimentation, ce n'est pas la seule chose à considérer ; un élément important est la variation des aliments. Or, il faut bien le reconnaître, le menu des repas est d'une monotonie désespérante et c'est là qu'il faut rechercher une des causes de cette cachexie des prisonniers dont ont parlé plusieurs auteurs. Les détenues se lassent vite et finissent par ne plus manger. Pour les prévenues la famille peut envoyer des vivres, mais les condamnées n'ont pas cette ressource. Pour obvier à cet inconvénient et à cette cause de débilitation on a institué dans les prisons une cantine qui fournit certaines denrées alimentaires et divers objets. La vente en est réglementée conformément au tableau suivant qui est le même pour toutes les prisons de Paris :

Vivres supplémentaires		Objets divers	
Désignation des denrées	Prix de la ration	Désignation des objets	Montant de la vente
	fr. c.		fr. c.
Pain bis le 1/2 kilogramme....	0 10	Bougies (la pièce).....	0 15
Ordinaire (bœuf, bouill. av. lég.)	0 20	Allumettes (la boîte).....	0 05
Ragoûts { Veau.....	0 25	Savons { guimauve (100 gr.)...	0 10
{ Mouton.....	0 25	de { Marseille (80 gr.).....	0 05
Pommes de terres cuites à l'eau..	0 10	Brosses { à cheveux.....	0 50
Haricots en salade.....	0 15	{ à dents.....	0 20
Oignons.....	0 05	{ à habits.....	0 60
Beurre.....	0 20	Ai- { ordinaires (paq. de 6)..	0 05
Sel.....	0 05	guilles { à reprendre (paq. de 2)..	0 05
Harengs fumés (la pièce).....	0 10	Boîtes de pommade (la boîte)..	0 10
Sardines à l'huile (la pièce).....	0 05	Couteaux Eustache (la pièce)..	0 15
Moutarde.....	0 05	Crayons (la pièce).....	0 05
Confitures.....	0 10	Chaus- { de coton.....	0 60
Raisiné.....	0 10	settes { de laine.....	1 10
Régliasse { Bois.....	0 05	Démêloirs.....	0 20
{ Noire.....	0 05	Encre (la courtine).....	0 10
Sucre.....	0 05	Enve- { grandes (paquet de 3)...	0 05
Macaroni.....	0 20	lottes { petites (paquet de 5)..	0 05
Figues.....	0 10	Epin- { ordinaires (paq. de 40)..	0 05
Œufs coque ou durs (les deux)...	0 20	gles { à cheveux (le paquet)..	0 05
Lait.....	0 15	Gilet tricot de coton.....	2 50
Fromages { Bondons.....	0 20	Lacets de souliers (la paire)...	0 05
{ Gruyère.....	0 15	Miroirs.....	0 10
{ Cochon.....	0 15	Musettes.....	0 80
{ Italie.....	0 15	Papier { ordinaire (5 feuilles)..	0 05
Jambon cuit.....	0 15	à lettres { Ministre (3 feuilles)..	0 05
Salade.....	0 10	Peigne fin.....	0 20
Huile.....	0 10	Pelotes { coton à reprendre.....	0 10
Vinaigre.....	0 05	de { fil.....	0 05
Café.....	0 05	{ laine.....	0 10
Vin (o. l. 200).....	0 05	Plumes (la dizaine).....	0 05
Cervelas (la pièce).....	0 10	Porteplume.....	0 05
		Tasses en terre vernissée.....	0 10
Réserve aux prévenues			
Pain blanc le 1/2 kilogramme..	0 15	Couverts bois.....	0 20
Chocolat (la tablette).....	0 10		
Œufs sur le plat ou omelet. (les 2).	0 25		

Les dépenses ainsi effectuées par les détenues sont payées sur la partie du salaire qui leur est affectée. Elles ne peuvent prendre de supplément à la cantine qu'après autorisation du directeur qui fixe également les suppléments permis pour chacune. La cantine est donc une faveur et sa suppression une punition puisque celles-ci sont les suivantes :

1° Réprimande ;

2° Privation de cantine ;

3° Mise en cellule avec suppression de vivres autres que le pain.

Si la ration d'entretien est suffisante dans des prisons de femmes telles que Saint-Lazare où la tâche imposée n'est pas pénible, il n'en est plus de même dans les prisons d'hommes où certains détenus ont un travail pénible à exécuter. Dans ces cas, la ration d'entretien est trop faible et il est nécessaire de donner la ration de travail dans laquelle les chiffres de carbone et d'azote précédemment donnés doivent être augmentés respectivement de 5 grammes à 5 gr. 50 et de 70 à 110 grammes. Dans ces cas le supplément est fourni par la cantine, mais nous avons vu qu'il peut venir à manquer. Nous estimons qu'il y a, de ce fait, un grave défaut, et d'autre part l'État se lèse lui-même en obtenant de ses ouvriers un rendement moindre. Nous pensons donc, avec le Dr Merry Delabost, que « en ce qui concerne la ration de travail, les vivres supplémentaires ou de cantine, au lieu d'être facultatifs et aléatoires comme ils le sont aujourd'hui, devraient devenir obligatoires et être calculés de manière à contenir les proportions de substances nutritives précédemment indiquées. Le supplément de dépenses répondant à ce

supplément d'alimentation devrait être supporté par le détenu travailleur et l'entrepreneur (ou l'État lorsque le travail se fait en régie) (1) proportionnellement au profit que chacun d'eux tire du travail produit. » Ce sont là, on en conviendra, des desiderata qui sont loin d'être excessifs. Il est vrai que le médecin peut toujours ordonner un supplément de vivres, fourni par la prison, aux détenues travaillant en atelier, chez qui il en reconnaît l'utilité. Cette prescription est renouvelable et valable pendant une semaine. Dans la pratique cette mesure est prise à tour de rôle pour les femmes d'un même atelier qui, à la visite hebdomadaire, paraissent le plus affaiblies.

Ce que nous venons de dire s'applique uniquement aux détenues valides. Pour celles qui sont en traitement à l'infirmerie, elles sont soumises à la décision du médecin qui peut leur prescrire, soit le régime ordinaire de l'infirmerie, soit tel régime spécial qu'il jugera nécessaire. Le régime ordinaire n'est pas entièrement le même suivant que l'on a à faire à une nourrice ou à une malade. Voici quelles en sont les rations :

1^o *Nourrices.*

Pain blanc.	500 grammes
Viande de bœuf.	450 —
ou bifteck	200 —
Viande de veau ou de mouton	350 —
ou côtelette.	250 —
Légumes frais.	10 —
Oignons	10 —
Graisse	3 —

1. Ce qui est le cas maintenant à Saint-Lazare.

Sel. 10 grammes
Poivre à raison de 3 grammes pour 100 rations.
Caramel à raison de 50 grammes pour 100 rations.

2° Malades.

Pain blanc. 500 grammes
Viande de bœuf. 350 —
ou { Ragoût 150 —
 Pommes de terre 200 —
Viande de veau ou de mouton. 350 —
ou côtelette. 250 —
Légumes frais 10 —
Oignons 10 —
Graisse 3 —
Sel. 10 —
Poivre à raison de 3 grammes pour 100 rations.
Caramel à raison de 50 grammes pour 100 rations.

C'est là, on le voit, un régime très substantiel et qui peut supporter la comparaison avec ceux que l'on donne aux malades de nos hôpitaux parisiens. Parmi les régimes spéciaux, le lait (régime lacté intégral ou mitigé) les œufs, le bouillon tiennent une grande place et il s'en consomme journellement une quantité assez considérable. Du vin, du café et même du champagne peuvent être également prescrits.

L'hygiène corporelle n'est pas négligée à Saint-Lazare. Les femmes font leurs ablutions quotidiennes le matin dans de grands lavabos ; elles peuvent recevoir des injections vaginales tous les jours dans une salle spéciale dont nous avons, plus haut, signalé l'existence. De plus chaque entrante est baignée et chaque détenue peut prendre un bain au moins une fois la semaine. Malheureusement l'installation est assez défectueuse et nécessite fréquemment des réparations pendant lesquel-

les il est impossible d'avoir l'eau nécessaire ; d'autre part le système employé est celui des baignoires ; si ce système est indispensable pour l'infirmerie et les bains ordonnés par le médecin à titre thérapeutique, il n'en est pas de même pour les bains donnés par mesure de propreté. Dans ce cas, comme dans toutes les agglomérations nombreuses, le système des bains-douches est infiniment préférable au précédent.

Les femmes enceintes sont, à Saint-Lazare, l'objet d'une mesure spéciale. Elles sont admises d'office à l'infirmerie. Lorsque l'accouchement est fait, elles peuvent, à condition de l'allaiter, conserver leur enfant avec elles jusqu'à l'âge de trois ans ; si elles se refusent à le nourrir, l'enfant leur est retiré. De même les femmes, mères d'enfants en bas âge et mises en état d'arrestation, sont autorisées à emmener leur enfant avec elles et à le garder jusqu'à l'âge de trois ans. Passé ce délai, l'enfant est rendu à la famille ou remis à l'assistance publique. Mais, en vertu de la libération conditionnelle, beaucoup se conduisent de façon à pouvoir bénéficier d'une réduction de peine pour ne pas être séparées de leur enfant. La loi a été très sage et très prévoyante en agissant ainsi : elle n'a pas voulu que le nourrisson eût à souffrir des fautes de la mère ; et, d'autre part, ces dispositions apportent un important élément de moralisation parmi les prisonnières.

2° *État sanitaire. Morbidité. Mortalité.*

L'état sanitaire est, en général, assez bon à Saint-Lazare. Nous avons représenté dans le tableau suivant, la morbidité et la mortalité pendant la période qui va de 1900 à 1908.

ANNÉES	1 ^{re} Section			2 ^e Section					1 ^{re} et 2 ^e Sections réunies				
	Total de l'effectif	Entrées à l'infirmérie	Proportion % d'entrées à l'infirmérie	Total de l'effectif	Infirmérie			Nombre total de femmes en carte	Proportion % de filles à l'infirmérie	Décès	Total de l'effectif	Effectif moyen quotidien	Proportion % de décès
					Total des entrées	Insoumises	Soumises						
1900.....	2.034	357	17,5	9.196	1.098	577	521	6.180	8,43	22	11.650	549	0,188
1901... ..	2.451	252	10,2	19.617	1.363	757	606	6.222	9,74	23	22.068	659	0,104
1902.....	2.544	950	37,3	21.367	1.339	805	534	6.354	8,40	13	23.911	658	0,054
1903.....	2.615	285	10,8	14.342	1.229	714	515	6.639	7,75	14	16.957	544	0,082
1904.....	2.650	304	11,4	12.956	1.350	884	466	6.418	6,94	20	15.606	567	0,128
1905.....	2.858	294	10,4	13.069	1.433	923	510	6.157	8,28	17	15.925	591	0,100
1906.....	3.043	246	8	11.106	1.430	923	507	6.196	8,18	27	14.049	594	0,192
1907.....	3.470	363	10,4	12.779	1.190	738	452	6.086	7,42	38	16.249	667	0,233
1908.....	3.836	232	6	10.925	1.197	770	427	6.371	6,70	26	14.761	706	0,176
TOTAUX.	25.501	3.283	12,8	123.357	11.629	7.091	4.538	56.623	8,00	200	151.176	615	0,132

Comme on voit, le nombre des entrées à l'infirmierie est assez faible, pour la première section, puisqu'il n'excède pas 13 % de l'effectif. Au point de vue de la nature des maladies, elles sont des plus variées. La tuberculose a une fréquence moyenne et, le plus souvent, les femmes qui en sont atteintes arrivent déjà malades à Saint-Lazare. Les affections des voies respiratoires sont assez nombreuses. Les maladies du cœur le sont peu. Les troubles gastro-intestinaux se rencontrent plus fréquemment : chez les enfants, notamment, la gastro-entérite, à tous ses degrés, est très répandue ; elle est due à ce fait qu'il est à peu près impossible d'arriver à ce que les femmes règlent convenablement les tétées de leurs nourrissons ; elles ne sont pas surveillées avec une rigueur suffisante, surtout la nuit, et dès que l'enfant crie elles lui donnent le sein. Les affections du foie, la cirrhose avec ascite s'observent quelquefois ; d'ailleurs on retrouve souvent des antécédents d'alcoolisme chez les détenues. Les maladies des reins, l'albuminurie et les diverses variétés de néphrites se rencontrent également assez fréquemment ; beaucoup sont dues aussi aux mêmes causes. Les maladies vénériennes, syphilis et blennorragie, sont très répandues même à la première section. Les maladies nerveuses ne sont pas très nombreuses ; pourtant on peut observer quelques cas d'hystérie et d'épilepsie et même d'aliénation mentale ; les cas de parasymphilis, tabes et paralysie générale y sont presque inconnus. Par contre, la morphinomanie y est fréquente. Les épidémies sont rares à Saint-Lazare : on y observe peu de fièvres éruptives ; quant à la fièvre typhoïde, elle se montre parfois à l'état de cas isolés, mais il est exceptionnel

que l'on ait à soigner des épidémies de dothiènement-térie.

Au point de vue chirurgical, ce que l'on observe le plus souvent, ce sont les affections gynécologiques, métrite, salpingite qui sont très répandues ; la plupart ont une origine nettement gonococcique. Les affections abdominales, l'appendicite y sont plus fréquentes. Les abcès, phlegmons, furoncles et anthrax se rencontrent en assez grand nombre. Les fractures et luxations, les grands traumatismes s'observent peu, ce qui s'explique aisément, étant donné que les détenues sont occupées à un travail sédentaire et peu pénible.

Pour ce qui est de l'obstétrique, les cas de dystocie sont très exceptionnels ; le plus souvent les accouchements se font naturellement et nécessitent rarement l'emploi du forceps ou de la version. De même les complications du *post partum*, hémorragies et infection puerpérale se montrent peu. La morbidité est donc, en résumé, assez peu considérable à la première section.

A la deuxième section, les entrées à l'infirmerie sont beaucoup plus nombreuses. Les médecins du dispensaire de salubrité de la préfecture de police envoient à l'infirmerie spéciale les prostituées chez lesquelles ils reconnaissent l'une des affections suivantes :

- 1° Syphilis, pendant les périodes où il y a des poussées contagieuses ;
- 2° Uréthrite ;
- 3° Bartholinite ;
- 4° Chancres mous ;
- 5° Gale. Phtiriasse abondante ;
- 6° Végétations vulvaires et anales ;
- 7° Toute ulcération suspecte, siégeant aux organes

génitaux externes ou l'anus, dans le vagin ou sur le col (1) ;

8° Métrite avec écoulement abondant ou avec ulcération du col (2).

Ainsi qu'on peut le voir sur notre tableau, la proportion de femmes en cartes envoyées annuellement à l'infirmerie n'est pas énorme et ne dépasse pas 9 %. Cela tient à ce que le plus grand nombre d'entre elles observent une bonne hygiène des organes génitaux et d'autre part qu'elles continuent à se soigner à leur sortie. Beaucoup viennent au dispensaire Toussaint-Barthélemy ou aux consultations des hôpitaux spéciaux pour y recevoir régulièrement des séries de piqûres. Elles sont moins dangereuses que les insoumises. Celles-ci qui ne sont envoyées à l'infirmerie que, lorsqu'arrêtées par les agents des mœurs, elles ont été reconnues malades, figurent pourtant pour un chiffre supérieur aux filles soumises dans la population de l'infirmerie. Chez elles, on rencontre fréquemment la coexistence d'accidents infectieux avec les plaques muqueuses, ce qui augmente la gravité et l'étendue de ces dernières

1. Parmi les ulcérations ainsi envoyées à Saint-Lazare, beaucoup ne sont pas vénériennes et ont une origine banale ; mais le nombre des femmes à visiter est tel que les médecins du dispensaire n'ont pas le temps de faire un diagnostic précis dans les cas embarrassants ; l'habitude est donc d'envoyer à l'infirmerie toute fille chez laquelle l'intégrité des organes génitaux externes n'est pas absolue.

2. Pour ce qui est de la métrite, étant donné que la presque totalité des prostituées en est atteinte à des degrés divers, on conçoit qu'il serait impossible de les retenir toutes à la visite d'autant plus que, dans les cas très anciens, comme ceux-ci, l'écoulement ne contient plus de gonocoques.

et en fait des lésions extrêmement rebelles ; cela est dû, d'abord à ce que beaucoup ignorent qu'elles sont contaminées et ne suivent, par conséquent, aucun traitement et que, d'autre part, parmi ces femmes il y en a une quantité énorme qui ignorent les règles de la propreté la plus élémentaire. Ce sont donc surtout les insoumises qu'il faut accuser de la diffusion de la syphilis.

Au point de vue de la nature des accidents syphilitiques observés, ce sont surtout le chancre et les accidents secondaires que l'on trouve à Saint-Lazare. On y soigne peu d'accidents tertiaires, si ce n'est chez les femmes en hospitalité. La méthode de traitement la plus employée est celle des injections, solubles ou insolubles, suivant les services. A ce propos nous ferons remarquer qu'il se fait annuellement à Saint-Lazare une quantité énorme de piqûres d'huile grise et qu'il est tout à fait exceptionnel d'observer des accidents ou même des incidents dus à ce produit. Il en est de même d'ailleurs au dispensaire Toussaint-Barthélemy où le nombre des piqûres est encore plus considérable ; comme c'est une consultation externe où les malades ne pourraient être astreints à venir plusieurs fois par semaine, l'habitude est de les soumettre, sauf quelques cas spéciaux, au traitement par l'huile grise, pour les cas ordinaires ou anciens, et, pour certains cas, récents et plus rebelles, au calomel. D'ailleurs, on est très éclectique à Saint-Lazare et l'on emploie également les divers sels solubles. On y pratique aussi la cure arsenicale : l'hectine y a été utilisée et l'arséno-benzol y a été essayé tout récemment d'une façon systématique.

Outre les maladies vénériennes, on observe à la deuxième section d'autres cas : dans la salle des hospi-

talisées, on trouve une grande variété de maladies chroniques des vieillards : catarrhe pulmonaire, bronchite chronique, emphysème, affections chroniques du cœur et des vaisseaux, insuffisance hépatique avec cirrhose et ascite, insuffisance rénale et néphrites. On y voit également assez fréquemment des pneumonies et des embolies. Le cancer s'y rencontre quelquefois et la syphilis tertiaire est observée uniquement dans ce service.

Si maintenant nous examinons la mortalité donnée par notre tableau, nous voyons qu'elle est infime. Nous sommes loin des chiffres que donne le D^r Laurent pour le début du siècle dernier.

ANNÉES	Population		Décès	
	1 ^{er} janvier	1 ^{er} juillet	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre
1815.....	805	603	34	23
1816.....	685	771	17	15
1817.....	775	891	19	26
1818.....	744	665	15	15

Nous n'avons pu trouver le chiffre total de la population pour chaque année et, par conséquent, établir le pourcentage, mais nous voyons que la population moyenne semble approximativement égale à celle que nous avons notée et que le chiffre des décès est infiniment supérieur au nôtre. Notre proportion de mortalité est également très inférieure à celle que donne le D^r Le Pilcur pour la période de 1883 à 1885 et qui est de 2,8 %.

3° *Leur mentalité.*

Si maintenant que nous avons vu le genre de vie que mènent les prisonnières de Saint-Lazare, nous tentons de pénétrer un peu dans l'intimité de leur pensée, un premier fait nous frappe : c'est l'antagonisme profond qui existe entre les femmes de la première section et celles de la seconde, et réciproquement ; bien qu'un grand nombre des détenues judiciaires soient des prostituées occasionnelles ou même des professionnelles clandestines, elles ne voudraient pas être prises pour des filles et elles se croiraient offensées qu'on les considérât comme telles ; elles sont en prévention de vol ou même de crime mais, à les entendre elles préfèrent encore cela à la geôle administrative. D'ailleurs les détenues de la deuxième section leur rendent bien leur dédain quoique, elles aussi, aient parfois à changer d'affectation à un séjour suivant pour entôlage ou quelque autre délit.

Avec un nombre de femmes aussi varié et aussi considérable que comporte Saint-Lazare, il est bien difficile d'établir le type de chacune des catégories de prisonnières. Toutefois il nous a semblé retrouver chez presque toutes certains traits dominants du caractère. La majorité des détenues présente une tendance extrême à la simulation. A les croire, elles ne seraient jamais coupables ; elles sont innocentes des faits qu'on leur reproche ; si, pourtant, elles avouent une certaine culpabilité, elles ont toujours une façon spéciale de présenter les choses qui les excuse en partie. Cependant de vieilles récidivistes n'ont plus de honte et disent car-

rément ce qu'elles ont fait ; c'est surtout parmi les voleuses de magasin, les femmes pickpockets que l'on trouve ce genre de détenues ; elles mettent une certaine fanfaronnade et une certaine vanité à raconter de quelle façon elles s'y prennent ; mais ce sont là de vieilles habituées des prisons et la règle est que la femme incarcérée soit menteuse. Cet art du mensonge et de la simulation, elles le mettent en œuvre pour se faire admettre à l'infirmerie et avoir un régime plus doux ; ce n'est pas, comme dans les prisons d'hommes, aux grands traumatismes, aux phlegmons provoqués, que connaissent bien les médecins des pénitenciers militaires, que la femme aura recours ; elle se servira de la crise d'hystérie ou d'une autre maladie nerveuse, et il est parfois bien difficile de la convaincre d'imposture ; il faut pour cela une observation longue, minutieuse et patiente. A la deuxième section, au contraire, la simulation envers le médecin s'exerce en sens inverse, la malade tendant à cacher l'affection dont elle est atteinte pour obtenir son exéat.

Si déchue que soit la femme en prison, il est pourtant un instinct qui subsiste en elle très vivace : c'est la coquetterie. Après la prostration qui suit l'arrestation et l'incarcération, elle se ressaisit et de nouveau, elle prend souci de sa personne. Lorsque, condamnée, elle est faite au régime de la prison, qu'elle en a pris tant bien que mal son parti, elle songe à sa toilette. Dans l'uniforme grossier et peu élégant, certaines arrivent à se draper avec une certaine grâce et il est vraiment curieux de voir comment l'ingéniosité féminine peut parvenir à modifier un costume aussi peu esthétique. Il n'est pas jusqu'à l'usage des fards qui ne s'introduise à Saint-Lazare. Pour rem-

placer la poudre de riz, certaines n'hésitent pas à gratter le plâtre des murs ; d'autres sont plus raffinées : à la visite hebdomadaire elles prétextent un prurit, une démangeaison quelconque dans l'espoir que le médecin leur prescrira la poudre de talc ou d'amidon. Miss Weston qui fut longtemps surveillante dans une prison de femmes anglaises raconte dans ses mémoires le fait suivant qui montre jusqu'où peut aller leur ingéniosité : On avait remarqué depuis quelque temps qu'une détenue se maquillait les lèvres avec du rouge mais on n'était pas arrivé à trouver de quelle façon elle se le procurait ; c'est fortuitement qu'on découvrit la chose : elle faisait détremper dans de l'eau des fils rouges du vêtement de la prison et obtenait ainsi la mixture dont elle se servait. Une autre se faisait mettre au cachot chaque fois qu'elle le pouvait et là, patiemment, elle arrachait au grillage de la fenêtre quelques fils de fer dont elle était parvenue à se confectionner un corset. En quelque endroit qu'elle soit la femme reste toujours femme. Des tendances analogues au point de vue de la toilette existent aussi dans les prisons d'hommes et c'est en se fondant sur cette constatation que le directeur de la prison de Colombus (Ohio) a pris une initiative intéressante ; il a eu l'idée de récompenser ses détenus en leur faisant porter, s'ils se conduisent bien, un costume rappelant de moins en moins le lieu où ils se trouvent. Il est certain qu'une pareille mesure dans les prisons de femmes serait suivie des meilleurs effets. Elles feraient plus pour mériter une récompense de cette sorte qu'elles ne font actuellement pour éviter les peines et les réprimandes qu'on leur inflige et il suffirait de bien peu de chose pour stimuler leur bonne conduite. De toute

façon ce serait là un moyen très simple et facile à essayer.

Un autre trait de caractère de la prisonnière est le besoin de protection qu'elle ressent. Pour cela, elle s'adonne aux pratiques religieuses. Beaucoup de prévenues ne partiraient pas à l'instruction sans avoir fait une prière, sans avoir été s'agenouiller devant l'autel de la chapelle ; c'est pourquoi les sœurs ont de l'autorité sur les femmes de Saint-Lazare, tout au moins à la première section. A leur religiosité s'ajoutent en outre nombre de pratiques superstitieuses. C'est encore ce besoin de protection qui fait que ces femmes se confient si facilement au médecin ; elles sentent bien qu'elles peuvent lui avouer bien des choses sans crainte d'être dévoilées car elles savent bien qu'il n'est pas un geôlier. C'est aussi pourquoi elles acceptent si facilement les conseils et les consolations des dames visiteuses des diverses œuvres de patronage.

Il est intéressant de noter également, à propos de leurs mœurs, la quantité de femmes qui, à Saint-Lazare, sont tatouées ; celles-ci se rencontrent surtout à la deuxième section, mais aussi au quartier judiciaire, en moins grand nombre il est vrai. Le D^r Leblond qui a étudié ces tatouages les classe ainsi :

Tatouages ornementaux ;

Tatouages symboliques ;

Tatouages obscènes ;

Tatouages variés.

La plupart sont grossièrement exécutés et sans aucun caractère artistique. Le type le plus répandu est un cœur percé d'une flèche et au-dessous : à X (nom ou initiale),

P. L. V. (pour la vie) puis une date. Quelquefois ce tatouage est reproduit plusieurs fois sur la même forme avec des noms différents mais toujours suivis des lettres P. L. V. Un tatouage fréquent également est celui d'une bague ou d'un bracelet.

Lombroso qui a étudié et cherché à définir les types criminels assigne à la criminelle née les caractéristiques suivantes : caractère viril, besoin de vengeance, astuce, cruauté, mensonge, passion pour la parure. Quant aux criminelles par occasion, qui forment la majorité, elles seraient de deux espèces : d'abord les criminelles nées mais dont le type serait atténué et ensuite les femmes normales, mais dont l'immoralité latente a reparu sous une influence quelconque. Pour Lombroso la véritable dégénérescence pour la femme consiste, non pas dans le crime, mais dans la prostitution. On a pu voir plus haut que nous avons relevé chez les femmes de Saint-Lazare la plupart des traits qu'indique l'anthropologiste italien.

On a écrit et répété que Saint-Lazare était une école de vice et c'est là le gros argument de ses adversaires. Il faut bien reconnaître qu'au point de vue moral, les conséquences d'un séjour à Saint-Lazare sont désastreuses pour une femme. On a bien fait des divisions par catégories mais il n'en est pas moins vrai que dans chaque catégorie, il y a une promiscuité déplorable et puis à l'infirmerie il n'y a plus aucune séparation entre prévenues et condamnées : « Quelle que soit, dit M^{me} de Morsier dans un discours pour l'œuvre des libérées de Saint-Lazare, la raison qui amène une femme à Saint-Lazare, si personne ne lui tend la main dans la prison et à sa sortie, elle sera irrévocablement perdue. » Cette

phrase est peut-être un peu trop absolue, mais il n'en faut pas moins admirer la force de caractère de celles qui ne succombent pas à la contagion. C'est que tous les vices sont rassemblés entre ces murs. Tout d'abord, et fatalement, par une exacerbation de l'instinct sexuel, le saphisme sévit à Saint-Lazare, au même titre que la pédérastie dans les prisons d'hommes. On peut ainsi observer des couples de tribades très curieux. Les femmes s'écrivent dans les mêmes termes qu'elles écriraient à leur amant ou que celui-ci le ferait. Notre maître, le Dr Jullien, a pu se procurer un certain nombre de ces lettres, qui n'ont pu tromper la surveillance et les a réunies dans une communication à la Société de Psychologie. On retrouve dans les termes, dans les expressions et dans les sentiments tout ce qu'on pourrait rencontrer dans des amours normales. En général ces femmes prennent l'homme en aversion et lorsqu'elles sont sorties, elles ne prennent pas de souteneurs, ne trouvant plus de satisfactions que dans l'amour unisexual, mais c'est là un vice qu'il est bien difficile d'empêcher dès qu'il existe une agglomération de femmes.

Ce qui se pratique aussi beaucoup à Saint-Lazare c'est la traite des blanches. Sans appui, se sachant déshonorée et flétrie, la femme se laissera aisément convaincre par d'habiles proxénètes incarcérées avec elle, et à sa sortie de prison, elle entrera dans la prostitution.

Ou bien une femme qui est entrée pour un motif de peu de gravité sera enrôlée après sa mise en liberté dans une bande de malfaiteurs et la voilà complètement, irrémédiablement perdue.

En un mot ce que l'on peut reprocher à Saint-Lazare

c'est d'imprimer à une défaillance qui aurait pu n'être que passagère un caractère définitif. Pour parer à cette promiscuité si fatale, on a voté une loi proclamant le principe de l'emprisonnement cellulaire, mais bien des personnes compétentes en la question estiment que c'est là une mesure inapplicable aux femmes et que l'encellement et l'isolement absolu leur sont funestes. Ce n'est pas la démolition de Saint-Lazare qui pourrait résoudre le problème. Ce qui serait à souhaiter, c'est que la séparation soit plus absolue encore que celle qui existe, et qu'elle soit réalisée comme pour les prisons d'hommes où les prévenus ont une maison spéciale. D'autre part un système cellulaire mitigé, c'est-à-dire pendant la nuit, avec travail en commun pendant la journée, nous semble être beaucoup préférable à l'état de choses actuel.

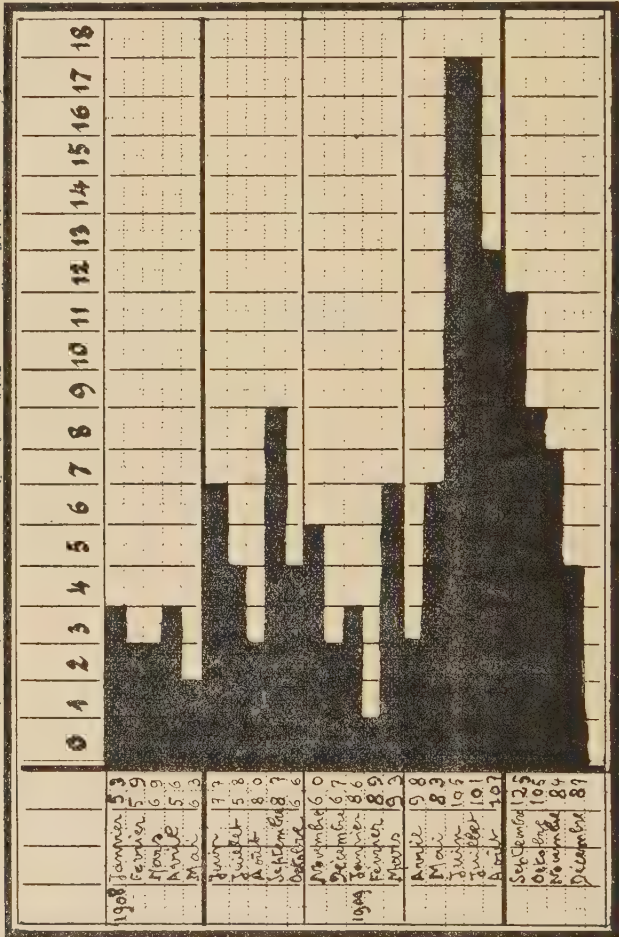
Ce que nous souhaiterions également de voir transférer, c'est la deuxième section de Saint-Lazare. Tout d'abord au point de vue administratif, cette fusion d'une prison et d'un hôpital de prostituées est illogique au plus haut point, car on a ainsi un service municipal dont la charge incombe à l'État. Et puis ce n'est pas un délit pour une femme que d'être malade. Que la société se protège en la mettant hors d'état de nuire et de transmettre la syphilis à tout venant, de même qu'elle se protège contre les aliénés en les enfermant dans des asiles, il n'y a rien là que de très juste, et c'est une mesure de prophylaxie générale, mais ce qui est souverainement injuste, c'est de mettre cette femme dans une prison.

La réglementation de la prostitution est une chose indispensable et se pratique actuellement dans la plu-

part des nations civilisées. Il est reconnu que la transmission des maladies vénériennes et principalement de la syphilis est surtout le fait de la prostitution clandestine et des insoumises. Nous ne voulons pas reproduire ici toutes les discussions qui ont été faites à ce sujet ; qu'il nous suffise de rappeler un fait observé par le D^r Le Pileur au dispensaire Toussaint-Barthélemy et rapporté par lui à la Société de Prophylaxie sanitaire et morale : l'application de la loi du 11 avril 1909 interdisant l'arrestation comme insoumises des mineures âgées de moins de 18 ans amène une recrudescence énorme du chiffre des chancres syphilitiques parmi les consultants du dispensaire de Saint-Lazare. A partir du mois d'août un décret remet à une date ultérieure l'application de la loi et le nombre des accidents primaires diminue. Voici, établi par M. Le Pileur, le très éloquent graphique qui représente ces points. On remarquera que, pendant cette même période, le nombre des consultants nouveaux est également augmenté mais ce fait est dû à une augmentation parallèle des cas de blennorrhagie tenant probablement aux mêmes causes :

*Graphique représentant les chancres syphilitiques
observés en 1908-1909.*

Le chiffre indiqué à côté des mois est celui des consultants nouveaux.



Il y a là un point très caractéristique et il faut y voir plus qu'une simple coïncidence.

La visite sanitaire a lieu actuellement au Dispensaire de Salubrité tous les jours non fériés de 11 heures à 4 heures. Cette préoccupation sanitaire n'est apparue en France que depuis 1796. En 1802, on crée le Dispensaire auquel sont attachés deux officiers de santé. En 1805, le Dispensaire est installé rue Croix-des-Petits-Champs : les prostituées doivent y venir quatre fois par mois et payer une taxe de 12 livres pour la rémunération des médecins. Cette taxe est abolie en 1828 par M. de Belleyne qui établit, à quelques modifications près, le service tel qu'il existe encore actuellement. Les filles publiques doivent se présenter à la visite médicale une fois tous les quinze jours et celles qui sont atteintes d'une infection syphilitique de date récente doivent venir chaque semaine se faire examiner. Celles qui sont reconnues contagieuses sont gardées au dépôt d'où on les envoie à l'infirmerie spéciale de Saint-Lazare. Dans les maisons de tolérance la visite est passée à domicile par un médecin du dispensaire.

L'inscription est parfois demandée spontanément par la femme ; d'autres fois c'est une tenancière de maison publique qui les y invite pour entrer dans son établissement ; d'autres enfin sont inscrites d'office. Sur 1.000 prostituées soumises, Parent-Duchatelet en trouva :

589 l'ayant demandé elles-mêmes ;

354 entrant en maison sur l'instigation de la patronne ;

57 inscrites d'office.

Il faut rendre cette justice à l'administration qu'elle ne se résout à mettre une femme en carte que lorsqu'elle y est forcée, et qu'elle a épuisé tous les moyens de la ramener au bien. Si c'est une mineure (l'inscription peut être prononcée à partir de 18 ans) on prévient la

famille et l'on tente une réconciliation. Si la fille est majeure, on tâche de la détourner de son projet en l'engageant à chercher du travail, en l'adressant aux sociétés de patronage ; ce n'est qu'en cas d'échec que l'on recourt à l'inscription. De même lorsqu'une insoumise est arrêtée, on ne l'inscrit pas dès la première fois ; il faut qu'il y ait eu plusieurs récidives. Toutefois toutes les prostituées clandestines ayant été arrêtées sont visitées par le médecin qui envoie à Saint-Lazare celles qui sont contagieuses, les autres sont relaxées. Mais la police des mœurs les surveille attentivement.

Lorsqu'une fille est inscrite, elle reçoit une carte. Sur le recto, on met les visites mensuelles ; au verso sont imprimées les obligations et défenses qui leur sont imposées. Voici en quoi elles consistent :

« Les filles publiques en carte sont tenues de se présenter, une fois au moins tous les quinze jours, au Dispensaire de Salubrité pour y être visitées.

« Il leur est enjoint d'exhiber leur carte à toute réquisition des officiers et agents de police. »

« Il leur est défendu de provoquer à la débauche pendant le jour ; elles ne pourront entrer en circulation sur la voie publique qu'une demi-heure après l'heure fixée pour le commencement de l'allumage et en aucune saison avant 7 heures du soir et y rester après 11 heures. »

« Elles doivent avoir une mise simple et décente qui ne puisse attirer les regards soit par la richesse ou les couleurs éclatantes des étoffes, soit par des modes exagérées. »

« La coiffure en cheveux leur est interdite.

« Défense expresse leur est faite de parler à des hom-

« mes accompagnés de femmes ou d'enfants, et d'adres-
« ser à qui que ce soit des provocations à haute voix
« ou avec insistance. »

« Elles ne peuvent à quelque heure et sous quelque
« prétexte que ce soit se montrer à leurs fenêtres qui doi-
« vent être constamment fermées et garnies de rideaux.

« Il leur est défendu de stationner sur la voie publi-
« que, d'y former des groupes, d'y circuler en réunions
« d'aller et venir dans un espace trop resserré et de se
« faire suivre ou accompagner par des hommes.

« Les pourtours et abords des églises et temples, à
« distance de 20 mètres au moins, les passages couverts,
« les boulevards de la rue Montmartre à la Madeleine,
« les jardins et abords du Palais-Royal, des Tuileries,
« du Luxembourg et le Jardin des Plantes leur sont
« interdits. Les Champs-Élysées, l'Esplanade des Inva-
« lides, les anciens boulevards extérieurs, les quais,
« les ponts et généralement les rues et lieux déserts et
« obscurs leur sont également interdits. »

« Il leur est expressément défendu de fréquenter les
« établissements publics ou maisons particulières où
« l'on favoriserait clandestinement la prostitution, et
« les tables d'hôte, de prendre domicile dans les mai-
« sons où existent des pensionnats ou externats et
« d'exercer en dehors du quartier où elles habitent.

« Il leur est également défendu de partager leur lo-
« gement avec un concubinaire ou avec une autre fille,
« ou de loger en garni sans autorisation. »

« Les filles publiques s'abstiendront lorsqu'elles se-
« ront dans leur domicile, de tout ce qui pourrait don-
« ner lieu à des plaintes des voisins ou des passants. »

« Celles qui contreviendront aux dispositions qui

« précédent, celles qui résisteront aux agents de l'autorité, celles qui donneront de fausses indications de demeure ou de nom encourront des peines proportionnées à la gravité des cas. »

On conçoit aisément qu'avec un tel règlement les malheureuses puissent toujours être trouvées en faute. Les pénalités dont il est question consistent dans l'envoi à Saint-Lazare pendant un temps variant de deux à quinze jours en moyenne, ces délinquantes forment les filles des cours : c'est là le gros reproche qui a toujours été fait au système réglementaire : l'incarcération sur simple décision administrative et non par suite d'une condamnation d'un tribunal. Il est vrai que tout cela repose sur les ordonnances royales suivantes :

1° Du 20 avril 1684 qui ordonne l'internement des femmes de mauvaise vie à la Salpêtrière ;

2° Du 26 juillet 1713 réglant la procédure du lieutenant criminel ;

3° Du 30 août 1785 créant un hospice pour le traitement des maladies vénériennes ;

4° Du 6 novembre 1778 édictant les obligations imposées aux filles et les astreignant à être enfermées à l'hôpital.

Ces ordonnances ont été confirmées par les lois du 14 décembre 1789, des 16 et 24 août 1790, du 19 et 22 juillet 1791. Enfin la jurisprudence a maintes fois donné raison au bureau des mœurs. Il n'en reste pas moins vrai que notre Code ne possède aucune loi formelle à ce sujet et que les abolitionnistes ont pu dire avec quelque vraisemblance que la préfecture de police avait ressuscité les lettres de cachet. D'ailleurs nous avons pu nous-même remarquer, durant notre internat, que

c'étaient toujours ou presque toujours les mêmes femmes qui avaient à subir cette peine et qu'elle n'était guère infligée qu'aux prostituées de la plus basse classe. C'est là également l'opinion d'un policier, M. Macé, qui écrit : « Ce sont les filles pauvres, besogneuses, habitant les quartiers excentriques qui peuplent constamment la prison Saint-Lazare. » Bien plus que l'obligation de la visite, c'est cette considération qui engage la prostituée à rester clandestine car, dit encore M. Macé, « l'inégalité des punitions est des plus criantes. Qu'on en juge : une fille soumise et une fille insoumise sont arrêtées toutes deux pour le même motif, le même jour, à la même heure. Qu'arrive-t-il ? La fille soumise sera punie de huit à dix jours de prison, tandis que l'insoumise obtiendra la liberté ». L'établissement de cabinets de visite sanitaire dans chaque mairie au lieu du seul dispensaire, et même la visite à domicile pour celles qui paieraient une faible redevance ainsi que cela a été proposé, un hôpital spécial situé ailleurs que dans une prison, un mode moins arbitraire de répression nous paraissent être nécessaires pour la réglementation de la prostitution.

Nous devons nous demander maintenant pourquoi ces femmes se sont livrées à la prostitution. Quelques-unes y sont venues tout naturellement, élevées dans le vice ; la faute, dans ce cas, en incombe aux parents qui leur ont, dès l'enfance, donné l'exemple. Celles-ci ne comprennent pas quel métier elles font ; jamais elles n'ont pu en concevoir d'autre et on ne peut rien en espérer, car il n'y a en elles aucun sentiment. Mais c'est là l'exception. La plupart y ont été amenées à la

suite d'une première faute qui les a fait chasser de leurs familles et puis la modicité des salaires de la femme est telle, le plus souvent, qu'il faut bien qu'elle trouve tout de même de quoi manger. « La chute pour nombre de filles est inévitable, dit M. Verchère, elle vient toujours de la même cause. C'est une malheureuse fille qui vient de province ou qui est née à Paris qui a eu ou qui n'a pas eu, peu importe, une première faute à se reprocher. Elle se place ou elle entre à l'atelier ; puis, un beau soir, la place venant à manquer ou l'ouvrage à faire défaut, elle attend de quoi vivre. Au bout de quelques jours le travail ne vient pas, la place ne se trouve pas, une amie rencontre la pauvre fille et la conversation s'engage : « Tu n'as pas de quoi manger, tu as bien tort de souffrir la faim, viens avec moi ; au coin de telle rue tu trouveras bien un homme, tu iras à tel hôtel meublé et tu pourras dîner et te coucher le soir. » Et ainsi est fait. J'en ai vu de ces malheureuses qui sont descendues vierges sur le trottoir. Je me rappelle une d'entre elles qui m'a été amenée parce que le passant trop brutal la faisait souffrir et qu'elle avait crié ; et c'est elle qu'on avait arrêtée ; c'est elle que j'ai eu à soigner : elle était vierge, hermétiquement vierge. » S'il est tout à fait exceptionnel d'avoir affaire à une vierge il n'en est pas moins vrai que les choses se passent le plus souvent ainsi que le dit le Dr Verchère. Recherchant les causes de la prostitution chez 5.183 filles, Parent-Duchatelet a trouvé ce qui suit :

1.441 y ont été poussées par l'excès de misère, le dénuement absolu.

1.425 sont des filles séduites à Paris ayant vécu un temps plus ou moins long avec leurs amants puis

ayant été abandonnées et ne sachant plus que faire.

Chez 1.225 c'est la perte des père et mère, l'expulsion de la maison paternelle, l'abandon complet par la famille qui a amené ce résultat.

404 ont été amenées à Paris par des militaires, des commis voyageurs, des étudiants ou autres amants et ont été abandonnées presque immédiatement.

289 sont des domestiques séduites à Paris par leurs maîtres et renvoyées par eux.

280 espéraient trouver des ressources à Paris où elles étaient venues se cacher.

37 sont des filles ou des femmes veuves qui n'ont pas pu trouver d'autre moyen pour soutenir des parents vieux ou infirmes.

29, aînées de famille, n'ayant plus ni père ni mère, élèvent ainsi leurs jeunes frères et sœurs et quelquefois des neveux et nièces.

23, enfin, sont des femmes veuves ou abandonnées par leurs maris et ayant une famille nombreuse à élever.

Ainsi, très souvent, le but que poursuit la prostituée est très bon ainsi que l'emploi de ses gains. N'est-il pas regrettable que, pour y arriver, nombre de femmes soient obligées de recourir à ces moyens. Il est vrai que l'inscription n'est pas irrévocable et que la radiation peut être obtenue par la fille qui en fait la demande, sous certaines conditions. Mais combien peu, une fois entrées dans cette vie, arrivent à en sortir. Il faut pour cela, qu'elles justifient de moyens d'existence ou d'un emploi, qu'elles se marient ou qu'elles tiennent une maison de tolérance, car cette condition est mise par l'administration sur le même rang que les autres !

Toutes les prostituées sont loin de vivre dans l'opulence. Certaines arrivent péniblement à gagner leur vie. Nous avons reçu un jour d'une de ces malheureuses une lettre où elle nous suppliait de la faire rentrer de nouveau à Saint-Lazare. A l'infirmerie, au moins, elle ne souffrait ni de la faim ni du froid, et elle était sûre d'avoir un gîte. C'est pourquoi quelques-unes demandent à être envoyées en hospitalité pour être filles de service ou tenir un emploi quelconque. Et lorsque vieilles, usées par la maladie et la débauche, elles restent dénuées de tout, incapables de gagner leur vie, c'est encore à Saint-Lazare qu'elles peuvent être envoyées sur leur demande; et c'est là qu'elles terminent leur existence misérable, au milieu de leurs semblables, dans le cadre qu'elles ont si souvent contemplé.

V

Les œuvres de relèvement

S'il est vrai que la femme qui est à Saint-Lazare est bien près d'être perdue, il faut reconnaître que des âmes charitables tentent, de tous leurs efforts, de toute leur bonté et de toute leur intelligence de s'opposer à cette chute. A l'intérieur même de la prison, il existe des influences moralisatrices qui luttent contre la dépravation ambiante. Tout d'abord nous avons vu combien la maternité avait, le plus souvent, un effet salutaire puissant ; ensuite, il serait injuste de méconnaître le rôle exercé par les sœurs Marie-Joseph ; par leurs consolations, leurs encouragements, leurs conseils elles réussissent parfois à ramener une prisonnière à de bons sentiments. Pourtant, en ce qui concerne spécialement les prostituées, leur action n'est pas aussi efficace que sur les détenues de la première section. Citons, à ce sujet, l'opinion de Parent-Duchatelet : « Pour conduire les prostituées, pour les instruire et leur inculquer quelques préceptes de morale, pour leur inspirer certains sentiments de pudeur et de bon ordre, il faut nécessairement avoir recours à des femmes mariées ou qui l'aient été : le titre de femme mariée et surtout celui de mère de famille inspirent à ces filles

un respect tout particulier et les engagent à se soumettre sans murmurer à tout ce qu'on exige d'elles. Une femme mariée peut, sans se compromettre, tenir un langage qui serait déplacé dans la bouche d'une religieuse et c'est ce langage qui produit souvent un effet magique sur l'esprit faible de ces malheureuses ; elles doivent être persuadées que ceux qui sont préposés pour être à leur tête connaissent jusqu'aux plus petits détails de leur vie. Or, si les religieuses n'ont pas cette connaissance, il leur manque une partie essentielle de ce qui leur est nécessaire pour faire le bien ; et si l'on découvre qu'elles en sont instruites, elles perdent à l'instant l'estime et le respect dont elles doivent être entourées, et, par suite, cette autorité et cette force morale sans lesquelles la surveillance devient illusoire. » C'est pour cette raison que le médecin a tant d'influence sur l'esprit des détenues. Il y a bien un personnel laïque à Saint-Lazare, mais nous avons vu qu'il était composé d'anciennes filles qui sont bien incapables de donner les conseils nécessaires. Le rôle que réclame Parent-Duchatelet est tenu par les dames visiteuses mais en partie seulement, car elles ne viennent qu'à intervalles et la prisonnière ne se trouve pas sans cesse sous leur influence bienfaisante. Quoi qu'il en soit, elles savent à merveille capter la confiance de leurs protégées et si leurs efforts ne sont pas payés de retour, du moins n'ont-elles pas toujours à faire à des ingrates. Par la fréquentation des détenues, elles ont appris l'art de se faire aimer d'elles, et de faire désirer leur consolante visite.

Ce n'est pas seulement dans l'intérieur de la prison que la femme reçoit un appui ; à sa sortie, elle trou-

vera des œuvres qui, si elle montre de la bonne volonté et du repentir, s'occupent d'elle et peuvent l'empêcher de tomber à nouveau. Ce sont les œuvres de patronage.

Beaucoup ont un caractère religieux. D'ailleurs toutes les religions ont fondé la leur et concourent au même but. Ces œuvres recueillent la femme libérée ; si elle n'a pas de vêtements, elles lui en procurent ; si elle habite la province, elles la rapatrient à leurs frais ; sinon elles lui trouvent une place et lui permettent ainsi de gagner honnêtement son existence. Ce n'est jamais en vain que l'on a recours aux sociétés de patronage et l'on est toujours assuré de trouver auprès d'elles un secours moral et physique. Pourtant là encore, une œuvre dirigée uniquement par des religieuses ne peut pas donner tous les résultats désirables.

Voici ce que dit à propos du Refuge Saint-Michel qui est dans ce cas, M. Lacaze, rapporteur de la commission parlementaire au sujet du patronage : « Nous ne pouvions parcourir ces classes d'un aspect si correct et si froid, regarder ces visages d'une expression si uniforme, considérer ces attitudes d'une symétrie un peu morne, sans nous demander si ce régime austère, n'ouvrant d'issue à l'âme que vers le Ciel est bien fait pour réveiller chez ces jeunes filles le sentiment affaibli de la responsabilité. On se croirait quelquefois en présence de créatures prises au piège, chez lesquelles on chercherait vainement le signe et la direction des instincts. » Ce qui donne les meilleurs effets, c'est la coopération des religieuses et des dames charitables, c'est ce qui a lieu notamment pour la Maison du Bon-Pasteur où se trouvent à la fois des

dames du monde et des sœurs Saint-Thomas-de-Ville-neuve.

Ces œuvres sont très nombreuses. Voici, pour Paris, quelles en sont les principales (1) :

L'Œuvre du Refuge du Bon-Pasteur, fondé en 1819, 71, rue Denfert-Rochereau, qui a pour but de recueillir les jeunes filles égarées de 16 à 23 ans. Les jeunes filles entrent volontairement au Refuge et en sortent toujours librement. Elles peuvent y rester toute leur vie.

La Société de Patronage des prévenues acquittées du département de la Seine, fondée en 1836, 136, rue Broca ; elle a pour but de recueillir les individus, hommes et femmes remis en liberté après une ordonnance de non-lieu ou un acquittement et qui momentanément sans asile, lui sont adressés par les magistrats devant lesquels ils ont comparu. L'œuvre peut également recevoir les condamnés avec sursis pour délits de peu d'importance. Les prévenus sont hospitalisés dans une maison louée à cet effet 3, ruelle de la Planchette, et qui possède 16 lits. Ils y séjournent pendant le temps nécessaire à leur placement, ils y sont nourris et logés. Pendant le jour ils doivent se mettre en quête de travail. L'œuvre facilite le placement, le retour au pays d'origine et l'engagement militaire.

L'Œuvre protestante des prisons de femmes, fondée en 1841, 4, avenue Hoche, qui s'occupe du relèvement des détenues et libérées protestantes, adultes et mineures. Elle est rattachée à l'œuvre du patronage des détenues et libérées qui émane d'elle (voir ci-dessous). Les

1. Les renseignements qui suivent nous ont été communiqués par l'Union des Sociétés de patronage de France, où nous avons reçu l'accueil le plus aimable.

membres du comité visitent elles-mêmes les prisonnières, à Saint-Lazare, au dépôt ; elles les patronnent, les placent à leur sortie dans l'Asile de la rue Michel-Bizot qui est commun aux deux œuvres, les rapatrient et les suivent aussi longtemps que possible, entretenant des correspondances avec celles qui sont au loin, même les reléguées.

L'Œuvre des libérées de Saint-Lazare, fondée en 1870, 14, place Dauphine ; elle assure son patronage aux femmes et aux jeunes filles en danger de se perdre. Elle s'emploie à procurer aux libérées des établissements pénitentiaires les moyens de se relever et de se réhabiliter. Elle s'occupe avec sollicitude des enfants que ses protégées peuvent avoir à leur charge. L'œuvre fondée sur le principe de neutralité religieuse accorde son patronage sans distinction de culte ni de nationalité. Elle l'exerce par des visites aux détenues, par l'hospitalité temporaire, le placement, l'assistance matérielle et morale, fournis aux libérées ; par la préservation et la protection des femmes et des jeunes filles en danger moral ; par les soins, la mise en nourrice, le placement approprié suivant l'âge et la situation, la mise en apprentissage procurés aux enfants dont elle s'occupe. Ses moyens particuliers d'action sont notamment les secours en argent ou en nature, la recherche et le contrôle des placements convenables, l'entretien des relations et de la correspondance, les petits asiles temporaires où les protégées sont recueillies en attendant le placement ou le rapatriement et préparées à en profiter. L'œuvre place et surveille les femmes et les jeunes filles à elles confiées, en liberté provisoire, en liberté conditionnelle, ou en libération provisoire. Elle pos-

sède à Billancourt, 216, boulevard de Strasbourg, un petit asile temporaire. Elle en fonde dans la même localité un second pour les mineures de 13 à 18 ans et devant fonctionner comme asile temporaire, petite école ménagère.

La Société générale pour le patronage des libérés, fondée en 1874, 174, rue de l'Université, qui s'occupe indistinctement des libérés des deux sexes. Elle vient en aide aux détenus méritants, s'ils ont besoin de son concours pour obtenir la libération conditionnelle. Elle possède deux asiles temporaires, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes. Le travail est imposé aux libérés reçus dans les asiles, mais on leur laisse chaque jour quelques heures de liberté pour leur permettre d'en chercher eux-mêmes au dehors.

Le Patronage des détenues, des libérées et des pupilles de l'Administration pénitentiaire, fondée en 1890, 21, rue Michel-Bizot, qui a pour objet le relèvement des femmes et des mineures qu'il visite dans les prisons et suit à la sortie de prison et qu'il reçoit dans un asile. Ce patronage s'exerce indistinctement sur toutes les catégories de femmes, en état d'arrestation ou de détention. Il s'occupe des mineures détenues, des libérées, insoumises, en observation ou libération provisoire. Il accepte à hospitaliser dans son asile les prévenues en cours d'instance à qui MM. les Juges d'instruction désirent éviter la promiscuité de Saint-Lazare.

L'Œuvre des petites préservées, fondée en 1892, 34, rue Claude-Lorrain, dans le but d'assurer la préservation des petites filles de moins de 13 ans, se trouvant en état d'abandon ou de danger moral, par suite de l'arrestation de leurs parents ou de leur propre arrestation

pour des délits légers, tels que vagabondage ou mendicité, mais n'ayant pas commis d'actes de nature à rendre leur contact pernicieux pour les autres enfants. Des dames de l'œuvre se mettent en rapport avec les magistrats et vont visiter les petites détenues au cours de l'instruction, lorsque le patronage paraît pouvoir s'exercer utilement; elles sollicitent la mise en liberté. Si une ordonnance de non-lieu intervient, l'enfant est admise, avec le consentement de ses parents, à l'asile et reçoit pendant le temps nécessaire une éducation morale et professionnelle. L'œuvre se charge de recueillir les enfants martyrisés par leurs parents indignes. Un vestiaire a été fondé au dépôt de la Conciergerie par les soins des dames de l'œuvre pour habiller les enfants (garçons et filles) abandonnés ou mendiants qui y sont amenés la plupart du temps en haillons.

L'Œuvre libératrice, fondée en 1901, 3, avenue du Bois-de-Boulogne, qui a pour but d'aider matériellement et moralement à l'affranchissement et au relèvement des jeunes filles que des circonstances malheureuses, la misère, l'abandon ou la maladie ont jetées à la prostitution. Elle s'efforce de tout son pouvoir à délivrer de l'inscription celles inscrites sur les registres des mœurs. L'œuvre recueille dans son asile, situé 94, rue Boileau, toutes les jeunes filles qui s'adressent à elle, les garde le temps suffisant pour opérer leur relèvement moral, leur fait suivre un cours d'école ménagère qui leur permettra de se placer, ou les perfectionne dans leur métier lorsqu'elles en ont un. L'œuvre ne se sépare de ses pupilles que lorsqu'elle leur a procuré tout ce dont elles auront besoin, au point de vue du trousseau, dans leur nouvelle position, et assure à chacune un gagne-pain

honnête au moment de son départ. L'œuvre a déjà obtenu d'excellents résultats.

L'Œuvre de la Maison de travail pour le département de la Seine, fondée en 1903, 5, rue de Choisy, à Thiais, qui a pour but d'assurer dans la mesure de ses moyens l'assistance par le travail :

1° Aux individus déferés au petit parquet et jugés dignes d'une mesure de clémence ;

2° Aux détenus préventivement mis en liberté, sortant des prisons de la Seine.

La durée de l'hospitalisation est limitée.

Nous ne venons de parler que d'œuvres qui nous intéressaient plus spécialement ; mais il en existe encore un grand nombre d'autres. La plupart sont affiliées à l'Union des Sociétés de patronage de France, 14, place Dauphine, qui a pour but, en groupant ces sociétés, dont elle respecte d'ailleurs entièrement l'autonomie, de faciliter le placement des libérés et le sauvetage des enfants ainsi que le rapatriement, de provoquer la formation de nouvelles sociétés dans les régions où le besoin s'en fait sentir et enfin de représenter les intérêts généraux du patronage.

Ainsi qu'on a pu le voir, un certain nombre de ces œuvres s'occupent de la préservation de l'enfance. Il est certain qu'il vaut mieux, lorsque cela est possible, prévenir la chute. Si cette tâche n'est pas moins dure, bien souvent, que celle qui consiste à relever, peut-être est-elle plus durable et plus efficace.

CONCLUSIONS

Tour à tour léproserie, couvent et maison de correction, prison pour suspects, la maison de Saint-Lazare est maintenant une prison administrative et civile pour les femmes.

Elle est divisée intérieurement en deux sections : la première, judiciaire ; la deuxième, administrative ; la première section est celle des prévenues et des condamnées à des peines légères, la deuxième celle des filles et des insoumises reconnues atteintes de maladies vénériennes.

Outre des cellules et des ateliers affectés aux détenues, prévenues et jugées étant d'ailleurs absolument séparées, la première section comporte une vaste infirmerie, l'infirmerie normale et une crèche. La deuxième section est surtout une infirmerie, l'infirmerie spéciale, divisée en cinq services ; mais elle donne aussi asile à des femmes non malades envoyées sur mandat administratif pour infraction à la police des mœurs ; elle sert également d'hospice pour les filles soumises.

Le service médical est important. Il comporte deux

médecins nommés au choix pour la première section ; trois médecins et deux chirurgiens titulaires, un médecin et un chirurgien adjoint pour la seconde où le recrutement se fait par concours. Les chefs de service sont assistés d'un interne ; il y a six internes nommés au concours. Les infirmières sont respectivement dans chaque section, soit des détenues judiciaires, soit d'anciennes filles qui sont dressées à cet emploi. Saint-Lazare est pourvu d'un laboratoire central et d'un dispensaire pour le traitement des maladies vénériennes, le dispensaire Toussaint-Barthélemy qui lui est annexé tout en étant indépendant. L'enseignement médical a été tenté plusieurs fois mais a toujours été gêné par les formalités administratives. Il a été fait également avec un certain succès un dispensaire.

La journée d'une détenue est employée à des travaux de couture exécutés dans les ateliers sous la surveillance des sœurs ; les prisonnières sont revêtues d'un costume spécial ; on peut venir les voir deux fois par semaine. Le régime alimentaire qui leur est imposé, s'il n'est pas très varié est physiologiquement suffisant et la cantine fournit quelques suppléments. Le régime de l'infirmerie est très substantiel et peut être modifié par le médecin. L'hygiène générale est observée : par des ablutions quotidiennes, des toilettes et injections vaginales, des bains. Les femmes enceintes sont admises d'office à l'infirmerie et peuvent garder leur enfant jusqu'à l'âge de trois ans.

L'état sanitaire est plutôt bon à Saint-Lazare, les épidémies y sont rares. Le rapport du nombre des femmes en carte envoyées à l'infirmerie à leur chiffre total montre que celles-ci sont moins dangereuses que les

insoumises. En comparant la mortalité actuelle de Saint-Lazare avec celle du début du XIX^e siècle, on trouve une différence énorme en faveur de l'état actuel.

Il existe, entre les détenues de chacune des deux sections de Saint-Lazare, un antagonisme frappant. Les traits principaux du caractère que l'on retrouve parmi les prisonnières sont : la tendance à la simulation, la subsistance de l'instinct de coquetterie et le besoin de protection qui se manifeste surtout sous forme de religiosité ; beaucoup sont grossièrement tatouées. La séparation devrait être encore plus absolue qu'elle ne l'est en fait et il serait préférable d'avoir une maison spéciale pour chaque catégorie de détenues.

En ce qui concerne spécialement la question de la prostitution, sont envoyées à l'infirmerie les filles soumises atteintes de maladies vénériennes, et à Saint-Lazare, comme punition, les filles soumises qui ont contrevenu aux règlements de la police des mœurs. La réglementation de la prostitution est une institution nécessaire et une mesure prophylactique indispensable. Cependant il serait à souhaiter qu'elle reposât sur des lois bien établies au lieu des ordonnances royales sur lesquelles elle s'appuie actuellement. De même il serait désirable que l'hôpital des prostituées ne fût point une prison.

L'influence morale exercée par le séjour à Saint-Lazare est absolument déplorable. C'est pourquoi des œuvres de patronage s'emploient à relever la femme déchue et souvent elles réussissent dans leur but. Leurs moyens d'action sont des visites aux prisonnières, et pour les libérées l'assistance par le travail, le placement,

l'appui matériel et moral, le rapatriement. A l'intérieur même de la prison une action moralisatrice qui n'est pas à négliger est exercée d'une part par les sœurs et d'autre part par la maternité.

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu : le Président de la thèse
GILBERT BALLET

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie de Paris:
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ARBOUX (Jules). — Les prisons de Paris, 1881.
— Manuel des visiteurs des prisons, 1894.
- BOGELOT (G.). — Œuvre des libérées de Saint-Lazare.
- BOULLÉ (Jules). — Recherches historiques sur la Maison de Saint-Lazare depuis son origine jusqu'à la cession qui en fut faite en 1632 aux prêtres de la Mission.
— In Mémoires de la Société d'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, 1876, tome III.
- D^{rs} BOYS DE LOURY ET COSTILHES (Gazette médicale de Paris, 1845). — Recherches cliniques faites à l'hôpital Saint-Lazare, maladies des femmes, sur les ulcérations du col de l'utérus, les chancres chroniques des parties génitales, les bubons, l'uréthrite, la vaginite.
- Bulletins de la Société générale des prisons (publiés depuis 1877).
- D^r L. BUTTE (Annales de thérapeutique dermatologique et syphiligraphique, 1902). — Le système de réglementation actuel de la protection est-il inefficace ?
- COFFIGNON ALI. — Code des prisons (publié depuis 1845). Paris vivant. La corruption à Paris, 1888.
- COISSIN. — Almanach des prisons, an III.
- D^r O. COMMENCE. — Recherches faites à Saint-Lazare sur la vaccination et la revaccination, 1862.
- Comptes rendus des Congrès nationaux du Patronage des libérés.
1^{er} Congrès, Paris, 1893.

2^e Congrès, Lyon, 1894.

3^e Congrès, Bordeaux, 1895.

4^e Congrès, Lille, 1898.

D^r A. CORLIEU. — La prostitution à Paris, 1887.

M^{me} D'A... — Cinquante années de visites à Saint-Lazare, 1889.

M^{me} E. DE MORSIER. — Discours en faveur de l'OEuvre des libérées de Saint-Lazare, 1888.

D^r ARMAND DESPRÉS. — La prostitution en France, 1883.

MAXIME DU CAMP. — Les convulsions de Paris, 8^e édition, 1897-1899.

— Paris bienfaisant : le patronage des libérés, 1888.

— Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du xix^e siècle, 7^e édition, 1883-1884.

ESQUIROS. — Les vierges folles, 1853.

FÉLIBIEN MICHEL. — Histoire de la ville de Paris, 1724.

D^r L. FIAUX. — Sur la prétendue stérilité des femmes ayant exercé la prostitution, 1892.

— Le délit pénal de contamination intersexuelle, 1907.

— Enseignement populaire de la moralité sexuelle, 1908.

— L'intégrité intersexuelle des peuples et les Gouvernements, 1910.

— Un nouveau régime des mœurs, 1908.

— La prostitution réglementée et les pouvoirs publics dans les principaux États des deux Mondes, 1902-1909.

A. FRÉGIER. — Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes, 1840.

P. DE GRANDPRÉ. — La prison de Saint-Lazare depuis vingt ans, 1889.

A. GUILLOT. — Paris qui souffre. Les prisons de Paris et les prisonniers, 1889.

YVES GUYOT. — La prostitution, 1882.

JEANNEL. — De la prostitution dans les grandes villes au xix^e siècle, 1874.

JOLY HENRI. — Le crime, 1888.

- D^r JULLIEN. — Quelques mots sur l'amour unisexual (Bulletin de l'Institut Général de Psychologie), 1892.
- R. LAJOYE. — La femme en prison, 1883.
- ALBERT LAURENT. — Les prisons du vieux Paris.
- D^r ÉMILE LAURENT. — Les maladies des prisonniers, études d'hygiène pénitentiaire, 1892.
- ABBÉ LEBEUF. — Histoire de la ville et du diocèse de Paris, 1883.
- D^{rs} LE BLOND ET LUCAS. — Du tatouage chez les prostituées, 1899.
- LECOUR. — De la prostitution, 1883.
- Les prisons de la Seine et le décret 28 juin 1877 (1892).
- L. LE GRAND. — Les Maisons-Dieu et les léproseries du diocèse de Paris au milieu du xix^e siècle, d'après les registres du délégué de l'évêque (1351-1369) (Mémoires de la Société d'Histoire de Paris et de l'Île-de-France, 1897).
- LE GRAND (LÉON). — Statuts d'Hôtels-Dieu et de léproseries. Recueil de textes du xii^e au xiv^e siècles.
- D^r L. LE PILEUR. — De l'hospitalisation des prostituées vénériennes, 1889.
- (Annales d'hygiène). Note sur quatre cas de fièvre typhoïde qui ont éclaté à Saint-Lazare, 1887.
- Le vagabondage des mineurs à propos de la loi du 11 avril 1908, 1910.
- Prophylaxie de la syphilis, 1887.
- C. LOMBROSO. — La femme criminelle et la prostituée (traduc. L. Meille), 1896.
- E. LOUVARD. — Les nouvelles prisons du régime cellulaire. Notes et renseignements à propos de la réorganisation des prisons de la Seine, 1887.
- G. MACÉ. — La police parisienne. Gibier de Saint-Lazare, 1888.
- D^r MARTINEAU. — La prostitution clandestine, 1887.
- Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France.
- D^r MERRY DELABOST. — Alimentation des détenus au point de vue hygiénique (Bulletins de la Société générale des prisons, 1884-1885). —

- Hygiène pénitentiaire.
- Prisons et récidivistes, 1887.
- MIREUR. — La syphilis et la prostitution dans leurs rapports avec l'hygiène, la morale et la loi, 1888.
- NOUGARET. — Histoire des prisons sous la Révolution, an V.
- PARENT-DUCHATELET. — La prostitution dans la ville de Paris, 1857.
- PIGANIOL DE LA FORCE. — Description historique de la ville de Paris et de ses environs, 1765.
- D^r F. REGNAULT. — L'évolution de la prostitution. Répertoire analytique et alphabétique des lois, décrets, règlements et décisions intéressant les services pénitentiaires, 1897.
- D^r L. REUSS. — La prostitution au point de vue de l'hygiène et de l'administration en France et à l'étranger.
- D^r ROSSIGNOL. — Aperçu médical sur la mission de Saint-Lazare (Thèse, Paris, 1856).
- D^r A. ROUSSELET. — Service de santé des prisons civiles de Paris (Progrès médical, 1889.)
- DE RYCKÈRE. — La femme en prison et devant la mort, 1898.
- SAUVAL. — Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris, 1724.
- PROGRÈS MÉDICAL. — Service de santé de l'infirmerie spéciale de la Maison d'arrêt de Saint-Lazare, 1888.
- Statistique des prisons et établissements pénitentiaires (Annuel depuis 1851).
- D^r VÈRCHÈRE. — Prostitution et syphilis.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	5
I. — Aperçu historique	8
II. — Les locaux. Les services médicaux.	14
III. — Le personnel médical. L'enseignement médical.	22
IV. — Les détenues	27
1° Le régime auquel elles sont soumises	27
2° État sanitaire. Morbidité. Mortalité.	37
3° Leur mentalité.	44
V. — Œuvres de relèvement.	61
CONCLUSIONS	69
BIBLIOGRAPHIE	73

